

Controverse autour de la force Takuba : Quand l'Europe confond le Mali à un département français ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 23 JANVIER 2022

1026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Présentation de vœux de Mountaga Tall à la presse

Des échanges fructueux en

marge de la présentation des vœux



Visite à Kangaba : Des lycéens se ressourcent



Protection Civile : De nouveaux véhicules pour relever des défis nouveaux



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

27 Janv.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1218

Nouveaux cas confirmés

54

Nouveaux guéris

58

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

52 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
08 cas graves en soins intensifs
3399 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

29 949

Guéris

25 642

Décès

711

dont 2472 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.16



P.26



P.29



/ Une /

Présentation de vœux de Mountaga Tall à la presse : Des échanges fructueux en marge de la présentation des vœux

P.5

/ Brèves /

Choguel K. Maïga aux FAMA : "Je dois vous dire aujourd'hui que notre armée est l'une des armées les plus puissantes au monde"

P.15

Contingent danois : Le Mali persiste et signe

P.15

Traque des malfaiteurs à Bamako : Près de 90 personnes interpellées par les forces de sécurité

P.16

Présence des russes au Mali, chasse des troupes danoises par les autorités : Le ras-le bol de la ministre française des Armées

P.16

Crise politique au Mali : Le FOSCAO regrette le caractère extrême des sanctions contre le Mali

P.17

Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes : Passation au poste de DGA

P.17

Souveraineté du Mali : "Le Mali aux maliens" personne ne peut aimer ce pays plus que nous les maliens. C'est notre patrie

P.18

L'intervention étrangère au Mali : Quelle place pour la Russie ?

P.18

/ Actualité /

Visite à Kangaba : Des lycéens se ressourcent

P.21

Affaire « escroquerie et abus de confiance » : Un notaire, conseiller dans une institution de la République en cause

P.22

Mali : Positions françaises au firmament de l'incohérence et du rejet

P.23

Protection Civile : De nouveaux véhicules pour relever des défis nouveaux

P.25

Controverse autour de la force Takuba : Quand l'Europe confond le Mali à un département français ?

P.26

/ Politique /

Présentation des vœux du CNID-FYT à la presse : "La Transition ne sera pas seulement électorale, elle sera aussi refondatrice" dicit Me Tall

P.28

Le Président de la Commission de l'Union Africaine sur la sortie de crise au Mali : « Je suis optimiste... »

P.29

/ Culture & société /

« Armées ouest-africaines et terrorisme » : Le livre de Damiba, nouvel homme fort de Ouaga

P.31

/ International /

Burkina Faso : Adresse à la nation du lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba,

P.32

Coup d'État au Burkina Faso : Qui sont les autres dirigeants aux mains de la junte ?

P.34

Burkina Faso : Le chef de la diplomatie européenne demande le retour à l'ordre constitutionnel

P.35

/ Sport /

CAN 2022 : La Guinée Equatoriale piège le Mali et s'invite en quarts

P.36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Cameroun 2021

Coupe d'Afrique des Nations de Football



Malikilé

votre quotidien numérique



soutient les Aigles du Mali



Présentation de vœux de Mountaga Tall à la presse fructueuse en marge de la présentation des vœux

La traditionnelle présentation des vœux du président du CNID-FYT, Maître Mountaga Tall, a pris fin comme à l'accoutumé par un bref échange avec la presse. Ce moment de questions-réponses a enregistré des interrogations aussi bien en français qu'en langue nationale bamanan.

Le bal a été ouvert par notre confrère Amadou Diarra de Renouveau TV et FM qui a tenu à recueillir le point de vue de l'hôte du jour sur la polémique à propos de la présence sur le sol malien d'un contingent Danois dans le cadre

de la force TAKUBA et dont le retrait a été demandé par le gouvernement malien.

En réponse, le président du CNID-FYT a fait valoir l'impérieuse nécessité de respecter aussi bien la souveraineté du Mali que nos engagements internationaux. Il s'est dit optimiste sur une issue concertée surtout qu'une délégation du Mali était à Bruxelles pour des discussions avec l'Union européenne dans le cadre du G5-Sahel.

Notre autre confrère Daouda Bouaré s'est inquiété de la hausse des produits de première

nécessité. Pour Maître Tall, qui avait déjà reconnu le phénomène dans son discours liminaire, le gouvernement a déjà pris des mesures dont des exonérations sur certains produits de grande consommation et mis en place un strict contrôle des prix. Il a même révélé que certains spéculateurs véreux ont été interpellés. Mais, a-t-il conclu sur ce point, l'antidote efficace contre cette tendance est et demeure le patriotisme auquel il invite tous nos compatriotes.

Modibo Diaby du Politicien musulman a voulu savoir si Me Tall se reconnaissait dans les conclusions des Assises nationales de la Refondation et s'il approuvait la réduction annoncée du nombre des partis politiques au Mali. Sur le premier point Mountaga Tall a rappelé que les Assises nationales de la Refondation (ANR), contrairement à ce qu'en ont dit certains de ses détracteurs, n'étaient pas une astuce pour la prorogation de la Transition. A preuve, a-t-il argumenté l'organisation des ANR avait été soumise à IBK dans le Mémoire que le M5-RFP lui avait soumis et au président Bah N'Daw dans le document intitulé « les 10 points et 17 mesures ». Sans être en parfait accord avec toutes les recommanda-



tions, Me Tall estime qu'il se renierait s'il se démarque des recommandations de ces asises.

Et sur le deuxième point le président du CNID-FYT soutient que 250 partis politiques sont excessifs pour le Mali. Il faut donc, dans une démarche concertée revoir les critères et textes régissant les partis politiques sans pour autant remettre en cause le principe du multipartisme intégral.

A Daba Balla Keita, il a promis de se faire l'interprète de ses préoccupations auprès du Chef du gouvernement tout en précisant que celui-ci se trompe en parlant du Premier ministre du M5-RFP. Il est le Premier ministre du Mali issu des rangs du M5-RFP.

Enfin le conférencier a renvoyé à son discours liminaire notre confrère Hamadou Bocoum qui l'interrogeait sur la durée de la Transition. À lire en encadré les discours des présidents de la maison de la presse et de l'ASSEP

■ Moctar SOW



Allocution du président Bandiougou Danté de la maison de la presse : « La préservation de la liberté de la presse est à l'actif du modèle démocratique malien créé après 1991 »



**Monsieur le président du Comité Directeur du CNID FYT,
Mesdames et messieurs les membres du Comité Directeur du CNID FYT,
Mesdames et messieurs les présidents des organisations professionnelles de la presse,
Estimés amis des médias sociaux, bonjour.**

Je suis très honoré de prendre la parole ici, ce matin au nom de l'ensemble de la presse malienne qu'elle soit du domaine public ou du domaine privé. Permettez-moi, ici, de vous demander de bien vouloir d'accorder une minute de silence à un de nos confrères, qui, pendant les longues années écoulées a été avec nous ici. Je pense ici à Amadou Tall. Je vous prie d'accorder une minute de silence à sa mémoire.

Je vous remercie.

Monsieur le président du Comité Directeur du

CNID FYT, chers organisateurs, permettez-moi, pas par arrogance, mais pour que d'apporter une toute petite modification à votre agenda. Je parlerai au nom de l'ensemble de la presse, mais au nom de la mienne propre, mon frère et mon ami Bassidiki Touré de l'ASSEP pourra faire un témoignage sur l'homme, son œuvre. Si vous le permettez.

Mes chers amis, nous sommes là pour répondre à une invitation et respecter une tradition. Une tradition de présentation de vœux initiée par Maitre Mountaga Tall, un des pères de la démocratie malienne. Si nous avons l'occasion de nous retrouver pour présenter des vœux ou pour recevoir des vœux, cela nous amène naturellement à jeter un regard rétrospectif sur l'année écoulée.

Pour ce qui concerne de la situation mondiale de la presse, nous constatons effectivement un recul des libertés. Pour ce qui concerne la situation nationale la presse a eu une année difficile, une année qui a surtout été marquée

par des disparitions nombreuses de grands noms de la presse malienne. Permettez-moi, de prier l'Éternel pour qu'il accorde paix à leurs âmes. L'année a été également marquée par une prise de conscience au niveau de la presse malienne, qui s'est engagée véritablement dans une politique de refondation. L'axe numéro un de cette politique de refondation c'est la rénovation de la maison de la presse. Je crois que c'est l'une des rares fois que la cérémonie de présentation de vœux a été délocalisée. Sinon, habituellement, nous recevons Maitre Tall et son équipe à la maison de la presse. Compte tenu des travaux en cours, nous nous retrouvons ici, ce matin. Nous avons également travaillé à faire en sorte que nous procédions à la relecture des textes qui régissent les médias maliens. C'est l'occasion vraiment de remercier l'ensemble des ministres qui se sont succédés à la tête du département de la communication et singulièrement Maitre Tall qui a eu à beaucoup travailler

avec des techniciens comme Cheick Oumar Maiga Alias Gilbert sur certains de ces textes qui aujourd'hui dominent l'actualité. Il s'agit, effectivement de la loi sur la dépenalisation des délits de presse. Nous sommes en train d'élaborer une loi pour nos chers amis de la presse en ligne, secteur qui n'est pas encore réglementé, nous sommes en train de faire en sorte qu'on puisse indexer l'aide de l'État à la presse, comme c'est le cas avec les partis politiques, pour sortir effectivement de cette mendicité qui dépend de la volonté et de l'humeur des chefs du jour.

Si dans notre pays, la liberté de la presse semble préserver, et cette préservation est naturelle, cette préservation ne peut être placée au compte de qui que ce soit. C'est à l'actif du modèle démocratique malien créé après 91. Je ne crois pas aujourd'hui, qu'un apprenti dictateur puisse essayer de remettre en cause la liberté de la presse au Mali. Nulle ne peut l'accepter. Ce que nous pouvons dire, globalement, la presse malienne travaille sans entrave. Même si, dans certaines parties du pays, sous domination des groupes armés, « sous domination jihadistes », nous constatons effectivement que l'autocensure est de règle. Les gens sont obligés de travailler avec me-

sure, avec prudence pour ne pas exposer leurs vies. Sinon dans les grands centres nous constatons effectivement que l'on peut travailler sans être inquiété. C'est l'occasion, vraiment pour moi de m'adresser à toutes ces personnes, qui parfois partent dans les pays de la sous-région, ou qui, parfois fabriquent des cas de violation de la liberté de la presse. Ceux qui font de telles pratiques ne servent pas la presse. Parce que cela montre que les organisations professionnelles sont de connivence avec un régime dictatorial. Nous n'allons jamais accepter cela. Que cela soit très clair. Si des gens ont des cas de violation de la liberté de la presse, documentés, on n'a qu'à saisir la maison de la presse et les organisations professionnelles, nous allons nous assumer. Nous n'allons jamais faire alliance avec quelque pouvoir que ce soit pour remettre en cause les libertés fondamentales, notamment la liberté de la presse. Mais arrêtons de mentir, car le mensonge ne sert ni ses auteurs, ni ses victimes. Donc que cela soit assez clair. Si cette liberté de la presse semble assez préservée, il y a néanmoins des nouvelles violations de la liberté de la presse. C'est l'entretien savant de la pauvreté. On travaille aujourd'hui à « misérabiliser » la presse malienne. On tra-

vaille aujourd'hui à créer les conditions pour que cette presse ne soit pas épanouie, pour qu'elle meure lentement, mais sûrement, en la privant de ses ressources et en faisant en sorte que même les choses les plus élémentaires que sont les abonnements dans les départements ministériels soient coupés. Cela est méchant, cela est impardonnable. C'est l'occasion pour nous de lancer un appel à toutes les forces démocratiques de faire en sorte qu'on puisse travailler ensemble, à créer un environnement favorable pour permettre à nos télévisions, à nos journaux, à nos radios, à nos médias sociaux, à nos médias en ligne de travailler dans l'épanouissement. Rien ne sert d'appauvrir quelqu'un pour lui faire perdre sa dignité.

Monsieur le président du Comité Directeur du CNID FYT, mesdames et Messieurs les membres du Comité Directeur, militants du CNID, chers amis de la presse, en acceptant de venir recevoir le président du CNID FYT, je vous invite à plus assiduité, à poser des questions sans concessions sur la vie de notre nation, sur la vie de l'Afrique, sur la vie du monde.

En vous réitérant mes vœux de bonne et heureuse année, je vous remercie.



Allocution de Bassidiki Touré, président de l'ASSEP



Permettez-moi tout d'abord au nom de l'ensemble de directeurs de publications et promoteurs de journaux, membres de notre organisation et en le mien propre de souhaiter à monsieur Mountaga Tall, président du parti CNID- Faso-Yiriwa Ton, à sa famille et à l'ensemble des membres militants et sympathisants du CNID, une bonne et heureuse année 2022. Que ce nouvel an, nous apporte paix, quiétude, longévité, richesse, bonne pluviométrie, autosuffisance alimentaire et surtout qu'il nous apporte beaucoup de succès et de bravoure sur le champ de bataille. Nous sommes en guerre. Puisse Allah Soubhana Watala accepter nos prières pour la fin, cette année, d'une guerre imposée à notre pays depuis une décennie.

Monsieur le présent du CNID Faso Yiriwa Ton, soyez fier de votre parcours politique et professionnel imposant et très riche en dignité, sociabilité, en connaissance de soi-même.

Me Mountaga Tall, je vous connais puisque je vous ai vu et étudié à la tâche depuis un moment. Votre passage à la tête du département stratégique de la communication, notre département a été une véritable école pour nous autres. Vous avez considéré et respecté l'ensemble des présidents des faitières de la presse malienne en travaillant simplement

avec eux, à tel point qu'on confondait votre propre personne aux journalistes que nous sommes. Il n'y avait pas de barrière entre nous. Vous respectez la personne humaine. C'est pourquoi en retour tout le monde vous respecte. Me Mountaga Tall vous êtes en un mot l'incarnation même de la dignité humaine.

Monsieur le président du CNID, vous faites partie des quelques rares hommes politiques en République du Mali qui ne sont pas cités dans des affaires de détournement de deniers publics. Cela ne vient pas de moi, je l'ai lu hier soir tout près dans un rapport confidentiel. Vous n'avez pas voulu piller le contribuable malien, non pas parce que vous n'avez pas eu l'opportunité de vous enrichir mais parce que vous vous êtes imposés une certaine valeur sociétale, je dirai ancestral qui vous linterdit tout simplement. C'est pourquoi d'ailleurs tous ceux qui ont tenté un moment donné à tenir votre image, leur méchanceté n'a pas pu prospérer. Ils ont échoué dans toute sorte de malignance et de calomnie contre vous grâce à la protection d'Allah et à la baraka de nos parents. Vous êtes là encore plus haut et plus fort. Soyons bon et juste, car Allah aime les justes. Monsieur le président de vos atouts, c'est surtout votre engagement sans faille dans le respect et la défense de la liberté de

la presse et de l'expression que je retiens. A chaque fois que la liberté de la presse est menacée, vous êtes en première ligne aux cotés des responsables des médias pour soutenir cette presse. En témoigne votre photo qui est affichée à la maison de la presse. Vous êtes également contre l'injustice. L'injustice est la mère de toutes les frustrations. C'est pourquoi en tant membre important du comité stratégique du M5-RFP - c'est vous qui avez la primature- vous devez conseiller au président de la transition le Colonel Assimi Goita et à son Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga d'intégrer cela si ce n'est fait, si ce n'est pas le cas dans toutes les décisions et décrets qu'ils seront appelés à prendre au nom du peuple malien. La justice est rendue au nom du vaillant peuple malien et nul n'a le droit d'occulter ou fouler au pied sa décision.

Monsieur le président, même si je reconnais que j'ai encore des choses à dire sur vous ici, je préfère m'arrêter là tout en réitérant mes vœux de bonne et heureuse année 2022 à vous et à tous vos militants.

Vivement la traditionnelle présentation de vœux de 2023 à la presse. Qu'Allah bénisse le Mali et maudisse les sanctions haineuses de la CEDEAO contre le vaillant peuple malien.

■ Présidence de la République du Mali

" Tombouctou et Rharous disent merci à As-simi"

Après les 6 cercles de la Région de TAOUDENIT où 600 ménages au total ont reçu chacun un kit alimentaire composé de riz, du mil, du sucre et de l'huile, les actions sociales du Président de la Transition s'étendent aux cercles de Tombouctou et Rharous dans lesquels 200 ménages vulnérables viennent de recevoir ce mercredi 26 janvier 2022, 50 Kg de riz, 50 Kg de mil, 25 Kg de sucre et 20 litres d'huile.

La cérémonie de remise des vivres s'est tenue au stade omnisport de Tombouctou en présence du Colonel Assan Badiallo Touré Conseillère spéciale du Président de la Transition, du Gouverneur de la région de Tombouctou, le Commissaire divisionnaire Bakoun Kanté. Celui-ci a exprimé les remerciements de la Région de Tombouctou au Chef de l'État et a souhaité la pérennisation des actions sociales du Président qui sont selon lui l'expression de l'attention que le Président accorde aux populations, à leurs difficultés quotidiennes.

Le gouverneur de la Région de Tombouctou a saisi l'occasion de cette cérémonie pour exprimer deux doléances des populations. Il s'agit de la construction de la route Tombouctou- Gomakoura et de la pose de la première pierre par le Président de la Transition de l'hôpital régional de Tombouctou.



■ Bacary Camara

Affaire dite Bakary Togola et les 11 coaccusés
Un tsunami judiciaire en préparation dans notre pays ?

Les jurés ou assesseurs du procès sont depuis quelques jours convoqués à tour de rôle au pôle économique, selon une source proche du dossier.

En effet, le compte à rebours a bel et bien commencé, si l'on en croit une source proche du département de la justice et garde des sceaux, tout est mis en œuvre depuis quelques jours pour casser l'arrêt N°305 du 29 novembre de la cour d'Assises sanctionnant ainsi les débats par une ordonnance d'acquiescement au bénéfice de Bakary Togola et



ses 11 coaccusés. C'est un arrêt contre lequel le procureur Général près de la Cour d'Appel a aussitôt par acte en date du 29 Novembre formé pourvoi contre la dite décision.

Devant la perspective peu réjouissante de revenir sur ce procès, qui n'avait pourtant pas lieu d'être, à cause de la grave entorse faite aux lois de l'OHADA, au caractère légal de la dénonciation anonyme, nous avons interrogé de nombreux spécialistes du droit sur cette démarche peu orthodoxe du ministre de la justice et son enquête en cours concernant les dessous de ce procès et son verdict pour le moins rocambolesque qui s'est terminé par un « flop judiciaire ».

Dans un prétoire visiblement plongé dans une ambiance électrique, le dénonciateur anonyme Fadiala Coulibaly n'a pas réussi au bout de quatre heures d'horloge à pouvoir convaincre la cour, sur la véracité et la sincérité de ses accusations contre Bakary Togola surnommé le « parrain du coton ».

Le montant de 9 milliards qui s'était emparé des médias pendant plusieurs mois s'est aussitôt fondu comme beurre au soleil devant les questions très pointues des membres de la cour composé de magistrats professionnels et des jurés qui ne sont forcément des hommes de droit et n'ont que leur intime conviction pour rendre leur jugement.

Les spécialistes s'accordent à dire que personne ne peut toucher à un « secret de délibération » une fois le verdict rendu, ce qui n'est surtout pas l'avis du Procureur général qui estime après quelques « exceptions soulevées » qu'il y a lieu de censurer la décision de la cour d'assises. Nous reviendrons sur ce dossier dans nos prochaines publications.

B.CAMARA/Le Phénix



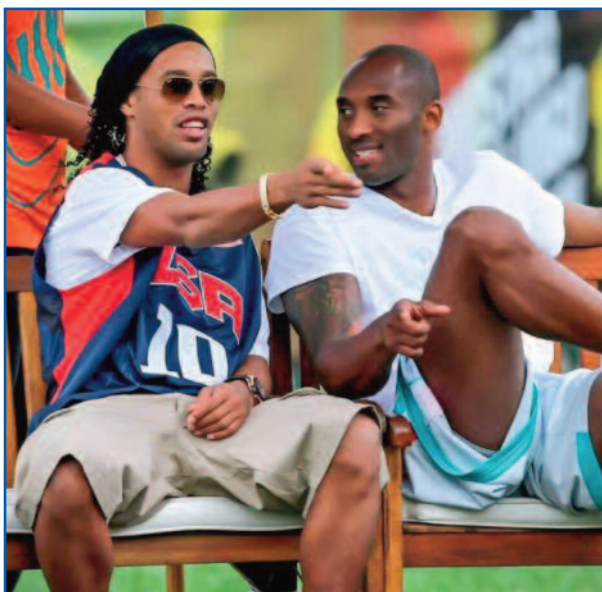
■ Foot11.com : La beauté du Football

Kobe Bryant : "En 2004, je suis allé à l'entraînement du Barça. J'étais en train de parler avec Ronaldinho et il m'a dit : "Kobe, je vais te présenter le futur meilleur joueur de tous les temps".

Je lui ai dit "Quoi ? Mais c'est toi, le meilleur". Il m'a répondu : "Non non, ce gamin sera le meilleur". Ce gamin, c'était Lionel Messi et il avait seulement 17 ans".



Une grosse pensée pour Kobe Bryant qui nous a quitté il y a 2 ans jour pour jour
RIP légende



énorme respect pour lui et même de la peur, par sa simple présence. C'est aussi le seul arbitre à avoir été sur la jaquette d'un jeu vidéo. Monsieur Pierluigi Collina, une véritable légende



Mali Actu



Les représentants du Ministère des affaires étrangères de la Fédération Russe en la personne du Directeur du département de l'Afrique, Vsevolode Tkatchenko, et des représentants du Ministère de la Défense sont attendus après demain le 29 janvier 2022 à Bamako.



Infos Foot



Cet arbitre pouvait communiquer en 4 langues sur le terrain (français, espagnol, italien et anglais). Avant chaque match, il étudiait le jeu et les joueurs des équipes qu'il allait diriger et apprenait les prénoms des joueurs.

Lors de la finale de la Coupe du Monde 2002 au Japon, Ronaldo lui a donné son maillot et le ballon. Les joueurs du Brésil et de l'Allemagne l'ont félicité pour sa performance. Il était impitoyable avec ses cartons, charismatique et respecté. Les footballeurs avaient un

Moussa Mara Yelema



J'ai animé un débat de proximité ce jeudi 27 janvier avec un groupe de femmes dans le quartier de Magnambougou en commune 6 de Bamako. Les discussions ont abordé des thématiques nationales comme la transition politique, l'insécurité, l'éducation ou encore les relations entre le Mali et la communauté internationale. Des sujets de préoccupations locales concrètes ont également été traités comme l'emploi des jeunes du quartier, les activités génératrices de revenus pour les femmes, le rôle des élus locaux dans le traitement des enjeux de proximité...



Amadou Sanogo



Jeune Afrique aussi n'a pas les bons éléments pour ses nafikiya ? Est-ce que c'est lui le porte-parole du gouvernement Abdoulaye Maiga ? Quand

son chef est déstabiliser, on se déstabilise aussi automatiquement quoi ?

Jeune Afrique 9 m

Le porte-parole du gouvernement malien a demandé à la ministre française des Armées de « faire sienne cette phrase d'Alfred de Vigny sur la grandeur du silence ». Bamako et Paris s'accusent mutuellement de « provocations ».



JEUNEFRIQUE.COM
Mali : le ministre Abdoulaye Maïga « invite » Florence Parly à se taire – Jeune Afrique

■ Primature du Mali



Primature : Évaluation du programme de travail gouvernemental.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M. Cho-guel Kokalla Maïga, a présidé, ce mardi 7 décembre 2021, le conseil de cabinet, réunissant les membres du Gouvernement.

Au menu des échanges, l'examen d'une communication écrite relative à l'évaluation du Programme de Travail Gouvernemental de la Transition actualisée et au Programme de Travail Gouvernemental de la Transition du premier semestre 2022.

CCRP/Primature



■ NIANG TV



#Sénégal - LGBTQ+ : Le président Macky Sall a déclaré tant " qu'il sera à la tête du pays l'homosexualité ne sera jamais dépenalisée" au Sénégal. Ces déclarations ont été faites lors d'une rencontre avec les Imams et Oulémas du Sénégal, ce jeudi (geopolitico)



■ Jeune Afrique Business



En 2021, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'UEMOA a retrouvé une dynamique positive après quatre exercices moroses. S'il se félicite de cette conjoncture favorable, le Togolais à la tête de l'institution depuis dix ans reste vigilant, conscient des nombreux points sur lesquels il faut agir pour stimuler le marché.



■ Jeune Afrique



#Guinee : Moussa Dadis Camara, ex-chef de la junte militaire, a effectué un court séjour au pays, alors qu'il est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt. Une impunité qui pose question...



RFI Afrique



Les Tchadiens sont de plus en plus séduits par les fruits séchés. Banane, mangue, papaye... Le séchage permet de manger des fruits toute l'année et à toutes les saisons. Plusieurs entreprises se sont lancées dans la transformation des fruits et les séchent. Le séchage est ainsi un moyen de conservation facile pour les consommateurs dans une capitale où les délestages sont monnaie courante. Mais aussi une solution économique quand les prix des fruits s'envolent quand ils deviennent rares.



Abdou MBAYE



Les soldats sénégalais retenus en otage doivent être immédiatement libérés. Ceux qui les retiennent doivent se garder de les humilier et éviter l'usage de référentiels ethniques. Notre pays n'a pas besoin de cela dans le contexte global de la sous-région.

Dr Djamilia Ferdjani



L'Afrique a été résiliente face à la pandémie Covid19. Mais comment ne pas avoir une immunité forte quand on n'a pas été épargné pendant plus d'un demi-siècle par des virus +gros, +destructeurs et chroniques appelés malgouvernance, impérialisme, autocratie, corruption et conflits?

Serge Daniel



#Mali- nouvelle réaction du gouvernement malien après la sortie du Danemark (avant celle de ses alliés de la Force Takuba) sur la présence de ses troupes sur le territoire malien.



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !





DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Choguel K. Maiga aux FAMA : "Je dois vous dire aujourd'hui que notre armée est l'une des armées les plus puissantes au monde"



Le 20 janvier dernier, le Premier ministre (PM), Chef du Gouvernement, Choguel Kokalla Maiga, a présidé la cérémonie de baptême de la Rue 161 à Kalaban Coura, au nom de Feue l'Adjudant Coumba N'Ko Samaké.

Au nom des Institutions de la Transition, il a remercié les FAMA, les Forces partenaires, qui aident sincèrement l'Armée, merci à vous. « Notre peuple n'oubliera jamais ses fils qui sont tombés sur le théâtre des opérations pour le Mali. Leur sacrifice ne sera jamais vain », a-t-il laissé entendre. "Je dois vous dire aujourd'hui que notre armée est l'une des armées les plus puissantes au monde. Il y a eu des moments au Mali ici où les soldats se battaient sur le théâtre des opérations les pieds nus, d'autres n'avaient pas d'armes, et souvent avec les armes sans munitions. Voilà la situation dans laquelle nos soldats opéraient", s'est félicité le Premier ministre.

« Aujourd'hui la volonté inébranlable des hautes autorités de notre pays, de l'ensemble des institutions de la Transition est de restaurer chez les maliens le sentiment patriotique, le sentiment de fierté et l'amour de la patrie » a-t-il ajouté. A la famille de Feue l'Adjudant Coumba N'Ko Samaké, de façon particulière, il dira que "nous célébrons aujourd'hui certes, la fête nationale de l'Armée, mais nous célébrons aussi la Femme malienne, la fille et la citoyenne maliennes".

« Au nom de l'ensemble du peuple, merci d'avoir mis au monde, éduqué une femme brave. Notre peuple n'oubliera jamais cette brave femme Koumba N'Ko Samaké », a assuré Dr Choguel Kokalla Maiga.

« Au moment que je vous parle, ajoute-t-il, les soldats sont sur les théâtres des opérations, ils sont en train de se battre, beaucoup continuent de tomber pour que notre nation recouvre sa dignité, son honneur, sa souveraineté et son indépendance » a-t-il dit.

"Nous sommes l'une des rares armées au monde qui recrute, qui forme, qui s'équipe et se bat en même temps et gagne les batailles. Nos forces de défense se sont retrouvées dans une situation inattendue, elles se sont vues obligées d'attaquer de front toutes les missions qu'assure une armée. Bravo à nos forces armées et de sécurité, nous devons être fiers d'elles", a souligné le PM. A ses dires, l'ensemble des Institutions veut qu'à la fin de la Transition, tous les maliens vibrent à chaque instant la musique du sentiment patriotique pour relever les défis du développement. Le Premier ministre, Choguel K. Maiga, a par ailleurs salué

Contingent danois : Le Mali persiste et signe

Le gouvernement du Mali invite, avec insistance, la partie danoise à retirer immédiatement ses forces spéciales du territoire malien. Le gouvernement du Mali a, de nouveau, invité mercredi soir, avec insistance, la partie danoise à retirer immédiatement du territoire malien son contingent des forces spéciales déployé récemment au sein de la force « Takuba », pilotée par la France.

« Le gouvernement de la Transition a lu, avec surprise et consternation, un message non approprié du ministre des Affaires étrangères danois sur les réseaux sociaux, le 25 janvier courant, qui estime infondée la conclusion d'un accord entre la République du Mali et le Danemark, avant le déploiement des forces spéciales danoises », a annoncé Colonel Abdoulaye Maiga, porte-parole du gouvernement.

Maiga explique que « dans une note verbale en date du 29 juin 2021, le Royaume du Danemark avait saisi le gouvernement de la Transition d'un projet de texte en vue de convenir du statut des forces spéciales danoises devant intervenir au sein de la force Takuba sur la base du Protocole additionnel conclu en mars 2020 entre le gouvernement du Mali et celui de la République française déterminant le statut des détachements non français de la force Takuba ». « En réponse, le gouvernement de la Transition a, par note verbale du 16 novembre 2021, indiqué au gouvernement du Royaume du Danemark que sa requête est sous examen et qu'une suite lui sera communiquée », a martelé Colonel Abdoulaye Maiga, ajoutant que ledit document reste toujours à l'état de projet et aucun accord n'autorise le déploiement des forces spéciales danoises au sein de la Force Takuba. « Le gouvernement du Mali invite, avec insistance, la partie danoise à retirer immédiatement ses forces spéciales du territoire malien », a souligné la même source.

En outre, les autorités maliennes précisent que « trois autres pays européens, la Norvège, le Portugal et la Hongrie, se trouvent actuellement comme le Danemark en attente de la validation de l'accord sur le statut des forces par la partie malienne. Contrairement au Danemark", ces pays n'ont procédé à aucun déploiement de leurs forces spéciales dans le cadre de l'opération Takuba. Il faut rappeler que quinze pays, dont la Norvège, le Portugal et la Hongrie ont désapprouvé, mercredi, la demande formulée par les autorités maliennes au Royaume du Danemark de retirer ses forces spéciales du territoire malien.

Source : Anadolu Agency



l'initiative de la part des autorités communales de la Commune V, la famille Samaké, la Fondation pour la Solidarité. Les autorités maliennes apprécient leur acte à sa plus haute valeur.

Bréhima DIALLO / Source : 22 Septembre

Traque des malfaiteurs à Bamako : Près de 90 personnes interpellées par les forces de sécurité



Dans le cadre de l'opération « Coup de pied dans la fourmière », les forces de sécurité (Police, Garde nationale, Gendarmerie) ont effectué une patrouille de grande envergure, le mardi 25 janvier, à travers les quartiers de la Commune I du District de Bamako et quelques localités périphériques. Une descente qui a permis d'interpeller 85 individus, dont 20 femmes, et d'effectuer la saisie de 72 engins, dont 6 à 4 roues.

C'est le Directeur de la Sécurité Publique, le Contrôleur Général El Hadji Youssouf Maïga qui a procédé au lancement de cette vaste opération. C'était en présence du Directeur Régional du District de Bamako, le Contrôleur Général Seydou Diarra et le Commissaire du 6^e Arrondissement, le Commissaire Divisionnaire Oumar Dembélé, et les responsables du Commissariat des 12^e, 16^e et 17^e Arrondissements. Ils étaient 200 éléments des forces de Sécurité mobilisés pour débusquer les individus dans les nids criminogènes. Au cours de cette descente, les forces de l'ordre ont sillonné Kognoumani, Babouyabougou, Banconi-Zékénékorobougou, les alentours du cimetière de Nafadji et l'école publique de Fadjiouila. A cela s'ajoutent certains bars de la commune, notamment Kasa, Niva Lafepe et Africando.

A l'issue de cette opération, étalée de 21 heures à minuit, les forces de sécurité ont appréhendé 85 individus, parmi lesquels 20 femmes, et effectué la saisie de 72 engins, dont six voitures. Cette moisson a aussi comporté des comprimés et des boules de chanvre indien. A cela s'ajoute l'interpellation de deux voleurs de motos et trois voleurs de téléphones recherchés par les limiers.

Selon une source sécuritaire, les personnes interpellées au cours de l'opération « Coup de pied dans la fourmière » ont été mises à la disposition du Commissariat du 6^e Arrondissement. Quant aux engins saisis, ils seront rendus à leurs propriétaires, à condition qu'ils se présentent munis des pièces justificatives.

Il convient de rappeler que l'opération « Coup de pied dans la fourmière », lancée fin 2021, se poursuivra suivant la volonté des autorités en charge de la sécurité.

O. BARRY / Source : l'Indépendant

Présence des russes au Mali, chasse des troupes danoises par les autorités : Le ras-le bol de la ministre française des Armées



Interpellée devant les membres du parlement français, la ministre française des Armées, Florence Parly, s'est exprimée sur la décision récemment prise par les autorités de Bamako pour chasser le contingent danois illégalement déployé sur le sol malien.

Visiblement mécontente de ce qui se passe présentement au Mali, la ministre exprime son soutien aux troupes danoises, et tacle les autorités russes.

Après le communiqué du gouvernement malien, rendu public le 24 janvier 2022 pour ordonner aux troupes danoises de quitter immédiatement le sol malien, la ministre française a réagi. « La junte malienne a rompu ses engagements et multiplie des provocations.

Des mercenaires de Wagner sont déployés sur le territoire malien, et un coup d'Etat que nous condamnons vient d'avoir lieu au Burkina-Faso », exprime la ministre française. Alors, se demande Florence Parly, est-ce qu'il faut abandonner la lutte contre le terrorisme ? « Non ». Cet engagement, dit-elle, nous comptons le poursuivre aux côtés de nos partenaires africains. Parlant de la décision malienne, Florence Parly soutient : « Je voudrais affirmer ici notre solidarité avec nos partenaires danois, dont le déploiement s'est fait sur une base juridique légale, contrairement à ce qu'affirme la junte malienne ».

En tant que ministre des Armées, la cheffe du département n'a pas manqué l'occasion pour lancer des flèches à la Russie. « En Afrique, comme en Europe, la Russie, par ses actions et ses discours, privilégie une stratégie d'intimidation. Elle choisit la confrontation masquée qui est un facteur de déstabilisation ». Puis d'ajouter : « Nous l'avons dit clairement à nos homologues russes, dès le mois de novembre ». Et la ministre Parly de finir par dire que « la France est prête à faire aux menaces hybrides qui se déploient sous le seuil du conflit ouvert ».

Adeline Tolofoudié / Source : Le Démocrate

Crise politique au Mali : Le FOSCAO regrette le caractère extrême des sanctions contre le Mali



Le Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO) a rencontré les hommes de médias pour exprimer leur préoccupation face aux sanctions contre le Mali. C'était lors d'un point de presse tenu le samedi 22 janvier 2022 au Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (CNDIFE). Le point de presse a été animé par la présidente de la plateforme nationale FOSCAO, Mme Nana Aïcha Cissé, en présence du coordinateur adjoint du FOSCAO, Ibrahim Maïga.

Le FOSCAO a rencontré les journalistes après plusieurs médiations menées auprès de la CEDEAO pour lever les sanctions contre le Mali, mais qui n'ont pas porté de fruit. Cette organisation de la société civile ouest africaine dit qu'elle observe avec attention, l'évolution de la crise malienne. Le Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO) réaffirme sa solidarité aux peuples africains et leur diaspora, mobilisés pour apporter leur soutien au Mali ce samedi 22 janvier 2022, à travers le monde suite aux sanctions infligées à notre pays. C'est dans ce contexte que la présidente de la plateforme nationale FOSCAO-Mali, Mme Nana Aïcha Cissé invite les autorités de la Transition à maintenir les canaux de discussions avec les chefs d'État de la CEDEAO, de l'Union Africaine et les Nations Unies en vue d'arriver à un terrain d'entente tenant compte des aspirations profondes et des attentes du peuple malien. Le FOSCAO appelle à l'esprit de solidarité communautaire de la CEDEAO et recommande qu'un accent soit mis sur l'accompagnement du peuple malien dans son processus de refondation. Il exprime aussi son désir de transformer la CEDEAO des chefs d'État en une CEDEAO des peuples. Dans le communiqué de presse, le FOSCAO-Mali rappelle que la précarité économique est le terreau du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la région du sahel. « Les sanctions actuelles ne feront qu'appauvrir davantage les populations maliennes. Aggraver la pauvreté des populations déjà démunies ne fera que les jeter dans les bras des terroristes », alerte Mme Nana Aïcha Cissé. Les chefs d'État de la CEDEAO ne doivent pas fermer les yeux sur les réalités et les causes de la crise au Mali. C'est pour cette raison que le FOSCAO invite les chefs d'État de la sous-région et les parties prenantes à prendre en compte les causes profondes de la crise malienne pour asseoir une démocratie adaptée aux réalités du Mali pour une paix durable. A noter que le Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO)

Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes : Passation au poste de DGA



M. José Pierre Félix COULIBALY Directeur Général Adjoint sortant de l'APEJ a passé la main ce vendredi 07 janvier 2022 à son successeur M. Cheick Oumar SOW. Nommé suivant Arrêté N°2021-5630/MENEFP-SG du 31 décembre 2021, le nouveau Directeur Général Adjoint, né en 1963 à Kayes, est titulaire d'une maîtrise en économie générale obtenue à l'Ecole Nationale d'Administration de Bamako en 1991, d'un Deug obtenu à l'Université Cheick Anta DIOP de Dakar et prépare un master 2 en ingénierie de la Formation et des Systèmes d'Emploi à l'Université de Toulouse-Auzeville. Précédemment Chef du département Financement et Garantie des projets des jeunes à la Direction générale de l'APEJ, il fut également de Juin à septembre 2019 Coordinateur P/I du projet « Emploi des Jeunes créé des opportunités ici au Mali/EJOM, Suivi-Evaluateur au Projet « L'Emploi des Jeunes créé des opportunités ici au Mali/EJOM, Expert à l'Unité de Planification et de Suivi-Evaluation, Coordinateur Régional à Ségou et Formateur régional en Irrigation de Proximité pour le curriculum Production et Postproduction Riz dans le cadre du Programme d'Appui au sous-secteur de l'Irrigation de Proximité (PASSIP). Auparavant il a occupé les postes de Coordinateur Régional à Mopti, Expert Formation Professionnelle-Insertion à la Coordination de Ségou en 2006, Responsable Administratif et financier à l'ONG AduFe, Chef de Bureau Transit à Energie du Mali, Chargé de cours d'Economie Générale à TECHNO LAB, Responsable Administratif et Financier de la Société Multiples Transit SARL, Conseiller en Gestion d'Entreprises au Cabinet d'Expertise Comptable DIARRA, Agent Administratif et Financier au sein de la Société BOUYGUES à Kayes et Sadiola, Directeur des études de l'Ecole Industrielle Pratiques, Analyste de projets et agent d'études et de formation au cabinet d'études de formation et de recherches (CEFOR) pour la formation en gestion d'entreprises des partants volontaires à la retraite. Bon vent au nouveau Directeur Général Adjoint qui est donc en terrain connu.

Source : CICOM APEJ

est le réseau faïtière de la société civile en Afrique de l'Ouest. Il a une représentation dans chacun des 15 pays membres de la CEDEAO. Falaye Sissoko

Source : Canard Déchainé

Souveraineté du Mali : "Le Mali aux maliens" personne ne peut aimer ce pays plus que nous les maliens. C'est notre patrie

Pourquoi la Communauté internationale s'agite-t-elle tant autour du Mali ? Pourquoi s'acharne-t-elle tant sur le Mali ? Laissez-nous SVP messieurs les "sauveteurs". Ne vous occupez plus de nous. Rentrez chez vous SVP. On pourrait convenir des modalités de remboursement d'éventuelles dettes. Nous vous sommes reconnaissants. Laissez-nous sombrer, c'est notre problème.

Les masques sont tombés. Pour ceux qui avaient encore des doutes, le projet de "recolonisation" du continent, savamment préparé avec le Mali comme porte d'entrée des "nouveaux colons" est clairement éclaté au grand jour. Mêmes les sœurs et frères utilisés comme bras armés" ou "opposants politiques" contre le continent pour diverses raisons dont les prétendues "valeurs démocratiques" ne peuvent que constater l'évidence. Mais ils ne peuvent pas faire marche arrière, au risque de payer de leur vie. Ils font pitié.

On déstabilise un pays, on l'envahit. Et puis, sans scrupules, non seulement on refuse de partir, mais on cherche du renfort pour rester.

Les Africains, en sachant, observent. Unis, à l'image de la "Guerre" opposée à la première "pénétration coloniale", par leurs ancêtres, ils défendent leur continent, les frontières de leurs pays.

Il est tellement heureux de constater, jour après jour, l'incroyable "Nouvel Eveil de Conscience" des peuples du continent, de sa jeunesse. Les frontières sont entrain de s'effacer pour une "Afrique des Peuples" au détriment d'une "Afrique des Institutions et des Dirigeants".



Aux sœurs et frères qui pensent que leur bonheur se trouve de l'autre côté, détrompez-vous. Peut-être que vos enfants et petits enfants n'auront pas les mêmes privilèges et positions confortables financières et de pouvoir que vous. Certains pourraient être mêmes des handicapés. Alors ils auront la "chaîne de l'esclavage" tissée par vous-mêmes à leurs cous, pendant que vous vous reposez dans vos tombeaux.

Alors, tous unis, ensemble contre l'adversité et les ennemis, pour Le Salut et la Liberté pour TOUS. Sans aucun doute, le Mali a été et sera bâti par ses dignes filles et fils, de l'intérieur et de l'extérieur, unis la main dans la main, sans exclusion d'aucune sorte : ethnique, religieuse, raciale et autres./.

Siné DIARRA Expert-comptable Essayiste.

L'intervention étrangère au Mali : Quelle place pour la Russie ?

Que l'Occident n'oublie pas que la Russie est une puissance Nucleaire aussi capable de détruire le monde autant que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. D'une capacité suffisante à détruire la terre toute entière voir anéantir toute vie. Et rien qu'avec les poussières nucléaires, ses radiations et les vents, l'espace vital serait très réduit dans l'hémisphère nord. Pratiquement il y aurait un exode des populations blanches, jaunes, rouges noires... des milliards d'âmes en errance vers les terres vierges inhospitalières de l'hémisphère Sud, abandonnant tout sur place et même les rares animaux qui survivront de l'hécatombe. Que Dieu nous en préserve de l'attitude assimilable de blasés de Papa gâteaux qui ne mesurent pas le risque des actes innocents qu'ils poseraient tous les jours. Des dirigeants qui n'ont que repère le 20 eme siècle, la guerre froide. Un véritable déphasage pour nous autres Citoyens du monde rentrés dans le 21 eme siècle avec comme outil pédagogique le téléphone cellulaire android et autres iPhones, outils qui auraient beaucoup réduit le fossé de connaissances qui sépareit le Nord du Sud et même les analphabètes y trouveraient leur compte par une bonne lecture de la politique d'où les révolutions spontanées qui demeurent notre quotidien. Que les dirigeants qui se-



raient coupables de ces horreurs sachent que aucune constitution ne pourrait les protéger. Leur sort dépendrait de la clameur du parlement de la Rue Publique. Les plus chanceux répondraient devant le Tribunal Pénal International de Arusha en Tanzanie, parce que La Haie et Nuremberg ne seraient pas pratiques du fait des irradiations.... L'Ukraine pourrait être résolue par les voies du respect mutuel et du dialogue. Laissons de côté les égos qui seraient mauvais conseils. Que nos aînés sans distinction de la couleur de la peau nous excuses d'être sorti des limites du respect dû.

Moussa Dasse Mariko



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



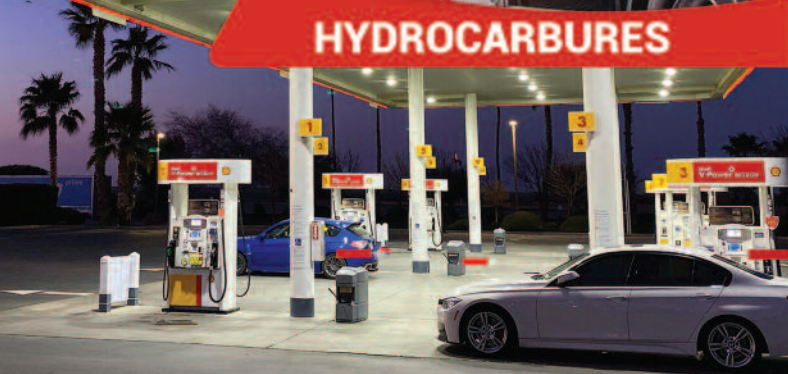
IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



MOBILIER DE BUREAU





Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Visite à Kangaba : Des lycéens se ressourcent

La pire des pauvretés, c'est l'ignorance. Et la pire des ignorances, c'est la méconnaissance de soi. C'est adepte de ce paradigme que les élèves du lycée Ibrahima Ly et le complexe scolaire Hamadi N'Diobdi ont visité la case sacrée de Kangaba. L'objectif de cette séance pédagogique était d'initier les élèves à la préservation du patrimoine culturel qui constitue un pan important de la culture malienne, combien riche et diversifiée.

La population de Kangaba et les villages environnants se rassemblent tous les sept ans pour célébrer la pose de la nouvelle toiture du kamablon (ou vestibule de la parole) dans le village de Kangaba. Construit en 1653, le kamablon de Kangaba est un remarquable édifice qui abrite des objets culturels. La cérémonie est organisée par les membres du clan des Keita, descendants du fondateur de l'empire du Mali, Soundiata Keita et par les griots du patronyme Diabaté, lesquels sont les détenteurs de l'histoire du kamablon.

La réfection du toit est l'occasion d'évoquer l'histoire et la culture du Mandé à travers la tradition orale, ainsi que de renforcer les liens sociaux, de régler les différends et de prédire l'avenir pour les sept années à venir. Les festivités durent cinq jours. En cette occasion, des jeunes âgés de 20 à 21 ans descendent l'ancienne toiture, puis posent la nouvelle sous la surveillance et la direction des anciens de la communauté, qui, à cette occasion, transmettent leurs savoirs liés à la case sacrée, à sa construction, son histoire et sa valeur symbolique. Les griots du village de Kéla rendent hommage à Soundiata et livrent des récits de la tradition orale du Mandé, comme pour dire à la jeune génération que le Mali est une terre d'histoire.

Selon Souleymane Mikailou Maïga, professeur de Sociologie au Lycée Ibrahima Ly, le village de Kangaba et la case sacrée méritent d'être visités par tous les maliens, surtout les jeunes. « Cette visite s'inscrit dans le cadre de la formation pédagogique des élèves afin de connaître les réalités du Mali. C'est dans ce cadre que j'ai décidé de faire venir ces élèves en commun accord avec l'administration des deux écoles et de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite. Les sites visités sont entre autres : le "faragai" (qui veut dire la pierre blanche) et la place où la charte du Kouroukanfouga a été rédigée.

Cette immersion dans l'histoire authentique, c'est une invite pour moi à l'endroit des élèves et étudiants à s'intéresser davantage à la culture malienne car, force est de reconnaître que les maliens ont du mal dans leur majorité de s'adonner à ces genres activités », a-t-il soutenu.

Mieux, il dira qu'un tel exercice ne peut pas aller sans difficultés. La difficulté majeure dans ce genre d'exercice pédagogique, c'est la mobilisation des ressources humaines et financières. « Il ne faut pas oublier les conditions de déplacement car, la plupart des élèves participent pour la première fois à une telle découverte. En dépit de

tout cela, je pense que globalement cet exercice pédagogique s'est bien passé », a précisé le professeur Maïga.

Abordant dans le même sens, le secrétaire général de l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), du lycée Ibrahima Ly, Sidi Koité, témoignera que cette visite leurs a permis de s'imprégner de l'histoire du Mandé en général et en particulier l'histoire de la case sacrée de Kangaba. « Ce genre de visite devrait être pérennisé pour que les élèves puissent connaître l'histoire de leur pays », a-t-il conclu.

■ Ibrahim SANOGO



Affaire « escroquerie et abus de confiance » : Un notaire, conseiller dans une institution de la République en cause

Le Tribunal de Grandes Instances de la Commune III de Bamako, siège du Pôle économique ne désemplit pas. Divers cas portant sur des montants que les intéressés n'arrivent pas à recouvrer des redevables y font légion et font l'objet de plainte. Nous y avons rencontré YK, comptable et porteur d'une plainte qu'il s'apprêtait à déposer, ce 19 janvier, contre MD, un notaire et Conseiller dans une institution de la République.

MD doit à son cousin YK une créance portant sur Trois millions Sept cent mille (3 700 000) FCFA. Ce dernier décide de porter plainte pour « escroquerie et abus de confiance ».

A notre demande à connaître l'identité du présumé délinquant qu'il poursuit pour « escroquerie et abus de confiance », YK n'y pose aucun problème et accepte de nous remettre le contact téléphonique de son cousin. Quelle ne fut notre surprise de voir qu'il s'agit bien d'une personnalité importante, travaillant dans une institution de la République en qualité de notaire et conseiller.

Nos appels pour vérifier l'information ont été fructueux et MD reconnaît la dette de 3 700 000 FCFA qu'il doit à son cousin YK et nous dit

sa bonne foi de s'acquitter dans un bref délai, promettant de payer le lendemain. Après vérification rien n'y fut, aucun sou n'a été payé par le notaire et conseiller de l'institution. A notre question de savoir si YK a reçu ses sous, ce dernier avoue que c'est une habitude chez MD de promettre et de ne rien payer sans explication, ce qui fit dire qu'il a à faire à un « escroc » qui a plusieurs fois abusé de sa confiance.

Selon le poursuivant YK, « Courant 2018, mon père YK lui a confié la vente d'une parcelle au quartier Baco Djicoroni (Bamako) pour un montant de 13 millions de FCFA. De nos constats après vente et réception de sa commission sur le montant, il refuse de s'acquitter du remboursement de nos dus s'élevant à 3

700 000 FCFA. Toutes les démarches entreprises en vue de le ramener à la raison sont demeurées vaines. Ayant épuisé tous nos recours sociaux, nous avons décidé de porter plainte », explique YK, décidé à en découdre avec son cousin MD, notaire de son état et conseiller.

Contacté par nos soins le 24 janvier 2022, YK indique qu'il souhaite obtenir le paiement de son argent ou en nature portant sur une parcelle ayant la valeur de 3 700 000 FCFA. « J'ai tout fait pour qu'on puisse gérer cette affaire à l'amiable socialement et qu'on en parle entre cousins et non entre client et notaire, mais en vain. Il avait promis de payer mon argent avant le 31 décembre 2021, mais ne fit rien. Je suis ainsi obligé de porter plainte pour qu'il soit convoqué et qu'il rembourse mon argent. On est dans un Etat de droit », nous a expliqué YK, d'une part.

Contacté le même jour d'autre part, le notaire MD reconnaît les faits, promettant comme d'habitude, de payer les 3 700 000 FCFA dans un plus bref délai. Il ajoute que cette affaire de « vente de parcelle » s'est passée entre lui et le père de YK. Cependant, il prit l'engagement de payer, même si « je dois brader un de mes biens pour pouvoir honorer mes engagements... », a précisé le notaire MB.

Affaire à suivre !

A. Sogodogo

Source : Le Republicain



Mali : Positions françaises au firmament de l'incohérence et du rejet

Macron, le 25 mai 2021, sur son compte twitter : « Au Mali, ce qui a été conduit par les militaires putschistes est un coup d'État. C'est inacceptable. Nous sommes prêts à prendre des sanctions ciblées sur les protagonistes. »

Ce twitte comme tant d'autres est carrément une ingérence dans la politique intérieure du Mali, donc le prolongement de la francAfrique. Il argue à l'envie de vouloir sortir de la francAfrique, mais les déclarations, les décisions, les manipulations et les actes paternalistes en disent le contraire. Ce discours de deux langues doit s'arrêter pour l'avenir de la présence française en Afrique et particulièrement au Mali.

La décadence française dans le continent continuera sur tous les plans économique, sécuritaire, culturel, diplomatique tant que la politique de la vérité, de la sincérité, de la non-ingérence, des actions concrètes répondant aux aspirations profondes des peuples ne sont pas prônées.

Comme le disait Antoine Glaser « la présence militaire française en Afrique, avec notamment

les opérations Barkhane et Takuba (ndlr : la Task-force européenne Takuba a été lancée en juillet 2020, avec pour objectif de compléter les actions de la force française Barkhane, et d'europaniser la lutte contre le terrorisme au Sahel), sert de cache-misère à une présence française qui s'affaiblit et est en déshérence dans le continent. »

A Glaser ajoute : « La France s'est crue trop longtemps chez elle en Afrique, elle n'a pas vu arriver la concurrence de la Chine, de la Turquie, de la Russie, voire de ses alliés européens comme l'Allemagne ! »

Le Conseil de Sécurité de l'ONU, lors de sa réunion du 11 janvier 2022, n'a pas suivi les sanctions de la CEDEAO. La Russie et la Chine ont plaidé pour la non-ingérence au Mali.

Une leçon à retenir de ce Conseil de sécurité est que la France n'a plus la crédibilité néces-

saire pour faire basculer l'histoire du Mali. Quelle est la crédibilité de cette France, si elle soutient le coup d'Etat au Tchad, en Côte d'Ivoire et donne des armes aux rebelles syriens ?

Le Grand Reporter et analyste géopolitique, français Renaud Girard, disait, le 15 janvier 2022, sur CNEWS : « La DGSE a fourni des armes aux rebelles contre Bachar El-Assad entre 2013 et 2014..... ».

Quelle est la crédibilité de cette France qui tient des propos insultants au peuple algérien puis les regrette quelques jours après sous la pression algérienne ?

Le Président français Emmanuel Macron disait le 2 octobre 2021 passé que : « La construction de l'Algérie comme nation est un phénomène à regarder. Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ? Ça, c'est la question ». Il renchérit en qualifiant le pouvoir algérien issu du Front de Libération Nationale (FLN) de système politico-militaire. Sous les pressions algériennes [1], la France tente d'apaiser cette crise d'une gravité rarissime [2] par une déclaration de la présidence française regrettant les propos, par d'autres mesures [3] et une visite du ministre des Affaires étrangères en Algérie, le mercredi 08 décembre 2021.

Les visées néocolonialistes d'une certaine classe politique française sont des secrets de



polichinelles. En février 2005, le Parlement français avait adopté une loi reconnaissant « le rôle positif de la colonisation ».

Quelle est la crédibilité de cette France si elle tient deux discours sur sa présence au Sahel ? Le retrait unilatéral, la réduction de l'effectif de la force Barkhane et la fermeture des bases militaires annoncé par le président français est contraire à la déclaration et aux engagements du sommet du G5-Sahel tenu à Pau le 13 janvier 2020.

Comme le disait Ousmane N'DIAYE, rédacteur en chef de la section Afrique de TV5 Monde, « La France est dans une impasse stratégique au Sahel ».

Cette impasse est également visible dans la gestion du dossier malien.

Les sanctions de la CEDEAO contre le peuple malien cachent la main d'un sbire invisible mais visible par ces agissements. Ce sbire n'est autre que la France, le pays des droits de l'homme, mais aussi de la colonisation, le pays de la liberté, mais également du terrorisme d'Etat.

La condamnation précipitée et hasardeuse de la rectification de la trajectoire de la Transition, les propos tenus à Dakar lors du forum international sur la sécurité en Afrique par la ministre française des Armées, les agissements du Quai d'Orsay, les propos du représentant français au Conseil de sécurité, l'instrumentalisation de l'UE sont des faits qui attestent à suffisance cette ingérence et cette volonté ferme de stopper le processus d'autodétermination du peuple malien.

Lors du forum de Dakar, Florence Parly disait ceci, le 06 décembre 2021 : « Il faut continuer comme nous le faisons depuis des semaines à mettre en garde les autorités maliennes contre les conséquences que pourraient avoir l'arrivée de Wagner au Mali. Et c'est ce que nous faisons avec nos partenaires européens mais aussi avec nos partenaires de la région. La CEDEAO a tenu plusieurs réunions depuis l'intervention du deuxième coup d'Etat au Mali cette année. Et il aura à nouveau dans quelques jours une nouvelle réunion de la CEDEAO, qui devrait prendre un certain nombre de sanctions. »

Une CEDEAO à la solde d'un pays voyou qui continue toujours à piller et à sanctionner une Afrique en quête d'un nouveau départ avec la complicité des africains. Quelle honte ?

Nous pouvons aisément comprendre la main

de la France derrière les sanctions illégales, illégitimes et inhumaines prises par la CEDEAO. Cette main visible cache-t-elle aussi une déstabilisation programmée de l'organisme communautaire ?

Toujours la ministre française des Armées sur RFI et France 24, le 06 décembre 2021 : « Aujourd'hui, la priorité est à l'exercice de pressions maximales pour que cette situation ne se produise pas. Tous nos efforts sont orientés pour empêcher que cette menace ne se matérialise. D'où l'importance des décisions qui pourraient être prises par la CEDEAO. D'où l'importance du fait que d'ores et déjà l'UE a pris des décisions de retenir l'aide budgétaire et de mettre en place la base de sanctions qui concerneraient les autorités maliennes et Wagner. »

Effectivement, les pressions sont largement visibles et maquillées sous des motifs inavoués malgré les démentis du gouvernement malien. La Russie est un partenaire historique du Mali.

Le Mali subit les conséquences de sa stratégie de diversification de partenaire pour la sécurisation de son territoire.

Cette guerre informationnelle, diplomatique et économique contre le Mali vise à freiner l'élan patriotique des victoires militaires de l'armée contre les forces terroristes téléguidées.

Comme l'a laissé entendre la ministre française des Armées, la présence d'autres « compétiteurs » est une menace dont il faut empêcher la matérialisation.

Les raisons des sanctions illégales, illégitimes et inhumaines tirent leurs raisons des orientations françaises pour sauvegarder son pré carré.

L'incohérence et l'ambiguïté ont atteint leur paroxysme dans la politique française en Afrique.

D'où les contestations des peuples africains contre la présence et la politique française. Un convoi de la France a subi le rejet de sa présence au Burkina et au Niger avec son lot de morts (les résultats des enquêtes sont toujours attendus).

L'ingérence de la France et avec ses mises en garde multiples et variables d'une autre époque constituent les motifs du rejet de la politique française en Afrique.

Selon Antoine Glaser, co-auteur du livre « Le Piège africain de Macron » : « La position officielle du Quai d'Orsay est de dire qu'elle ne

veut plus être en première ligne des affaires internes africaines et que sa seule mission est la lutte contre le djihadisme. Pourtant, lorsqu'on parle du Mali, en raison de sa diplomatie d'influence, la France se retrouve toujours à la tête de toutes les discussions ».

Selon toujours le co-auteur du livre « Le Piège africain de Macron » sur France 24, le 13 janvier 2022, au Mali, la France paie le prix de sa propre ambiguïté.

La diplomatie française est en train de drainer l'Union Européenne vers cette ambiguïté.

Les pays européens doivent analyser la situation avec leur propre grille de lecture et non de celle de la France. L'Allemagne en qualité de locomotive de l'Europe, de quatrième exportateur vers l'Afrique, donc devant la France, doit se poser les bonnes questions afin d'éviter cette politique française ambiguë.

Les Etats-Unis doivent cesser de regarder l'Afrique plus particulièrement le Sahel selon la grille de lecture française. Ils doivent s'impliquer directement et arrêter cette externalisation avec un partenaire dont la crédibilité est entachée.

Les Nations Unies doivent s'interroger sur le rôle de la France en sa qualité de Secrétaire Général adjoint aux Opérations de paix des Nations Unies.

Ce poste doit-il être occupé par un pays exerçant une politique incohérente et ambiguë.

Un conseil pour les Chefs d'Etat de la CEDEAO, comme on le dit chez nous : « Si tu vois un vautour manger un cadavre humain, il faut le dire de se lever sur notre cadavre. »

Selon un adage bambara, la grand-mère a beau aimé son petit-fils, elle ne pourra jamais l'aimer plus que sa mère.

Amadou COULIBALY,
Pilote National ASCOCI

[1] Rappel de l'ambassadeur, interdiction de survol de son espace aérien aux avions militaires français, les multiples réponses des historiens algériens et l'opinion algérienne

[2] Les propos ont été jugés « très graves » par le Prédésent Algérien

[3] Rapport Benjamin Stora, la restitution de restes de combattants indépendantistes, la reconnaissance de l'assassinat de l'avocat algérien Ali Boumendjel en 1957, etc...

Source : Le Républicain

Protection Civile : De nouveaux véhicules pour relever des défis nouveaux

La Cour de la Direction Générale de la Protection Civile a servi de cadre, ce jeudi 27 janvier 2022, à une cérémonie de remise de 20 véhicules acquis sur budget national pour renforcer de manière significative les capacités opérationnelles de la Protection Civile. C'était sous la présidence du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, en présence de l'ensemble des Directeurs généraux, Directeurs et chef d'Etat major des services centraux du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

L'occasion était donc bonne pour le Directeur Général de la Protection Civile, le Général de Brigade Boukary Kodio, de rappeler l'importance de ces moyens roulants au regard du taux des accidents de la circulation représentant plus 67% des interventions annuelles de la Protection Civile. Il a aussi souligné, avec grande satisfaction, la métamorphose du parc automobile de la Protection Civile, et cela grâce l'application de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ayant permis une dotation conséquente et échelonnée en moyens d'intervention adaptés aux missions assignées.

Le Directeur Général de la Protection Civile a donné des statistiques de l'année 2021, soit 19233 cas d'accidents de la circulation, 318 assistance à personne, 1029 couvertures sanitaire, 206 découvertes de cadavres, 133 cas de noyades et chavirement de pirogues et 1663 cas de secours à victimes.

Prenant la parole à cette occasion, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, a dit que cette cérémonie consacre la remise officielle de 26 véhicules, soit 20 HIACES et 6 Véhicules de Secours aux Asphyxiés et Blessés, communément appelés V.S.A.B. Il a souligné que l'achat de matériels roulants par l'Etat participera du renforcement des moyens adaptés et contribuera sans nul doute à l'atteinte de cet objectif majeur qui a conduit à un redéploiement adéquat et stratégique des forces de sécurité sur le terrain.

Le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine



dine a ainsi demandé au Directeur Général de la Protection Civile et à ses collaborateurs de faire bon usage desdits véhicules et les a assuré que les forces de sécurité continueront à bénéficier de la bienveillante attention des plus hautes autorités de la Transition, afin qu'elles soient davantage à hauteur de mission. « Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort pour améliorer les conditions de vie et de travail des forces de sécurité. Cela constitue, sans nul doute, la clé de voûte de la réussite de notre mission », a conclu le ministre.

Sauver ou Périr, le défi est grand !

Pour rappel, c'est en 1952 que furent incorporés les premiers sapeurs-pompiers de la municipalité de Bamako. En 1960, après l'éclatement de la Fédération du Mali, 14 sapeurs-pompiers professionnels de Dakar ont intégré le service de lutte contre l'incendie et de secours de la ville de Bamako avec des moyens très limités, donc incapables de mener leurs missions d'assistance et de secours à hauteur de souhait. Il a fallu attendre l'incendie de la fabrique de cigarettes Djoliba en 1969 pour voir s'engager une réflexion sur les modalités de création d'un service de protection civile.

En 1972, on assiste à la création d'un service chargé d'assurer la direction de la Protection civile, la mission est confiée à la Gendarmerie nationale. En 1991, la Conférence Nationale recommande la création de la Direction Générale de la Protection Civile qui a été formalisée par l'Ordonnance N°98-026/P-RM du 25 août 1998 modifiée par la Loi du 06 Janvier 2006. La Direction Générale de la Protection Civile est ainsi née avec comme mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière de protection civile et de veiller à la mise en œuvre de cette politique.

A cet effet, elle est chargée de : -Organiser, coordonner et évaluer les actions de prévention des risques et de secours en cas de catastrophe, participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de secours et de protection et veiller à assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement en cas d'accidents, de sinistres et de catastrophes en liaison avec les autres services concernés, veiller à la sensibilisation et à l'information du public, participer aux actions en faveur de la paix et d'assistance humanitaire, participer à la défense civile, concourir à la formation des personnels chargés de la protection civile.

■ Yama DIALLO

Controverse autour de la force Takuba : Quand l'Europe confond le Mali à un département français ?

En dépit de la volonté réaffirmée de l'Etat du Mali de ne plus laisser aucune personne et un quelconque Etat fouler sa souveraineté au pied, certains pays de l'Union Européenne, gavés qu'ils sont par la France par rapport au dossier malien, continuent de s'embourber dans le déni de la réalité. Tout est parti de ce qu'il convient d'appeler l'« affaire du contingent danois », si bien que le Royaume de Danemark a fini par céder face à la pression des autorités de la Transition malienne. En effet, en dépit des communiqués du gouvernement malien, ces pays ont publié un communiqué conjoint qui frise le ridicule !

Dans ce communiqué, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la France, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie, le Norvège, le Pays-Bas, le Portugal, la République Tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Suède donnent l'impression que nous sommes encore dans la colonisation en plein 21ème siècle. On n'a pas encore compris que le Mali ne courbera plus l'échine devant qui que ce soit, quelle que sa grandeur ou sa puissance. En effet, le temps des intimidations est désormais révolu au Mali, Maliens et leurs autorités de la Transition étant en parfaite symbiose pour la refondation du Mali !

Dans leur communiqué conjoint relatif à la déclaration des autorités de Transition maliennes concernant la participation du Danemark à la Task force Takuba, publié le 26 janvier 2022, ils écrivent : « Nous, partenaires internationaux engagés en soutien du Mali et de son peuple dans leurs efforts pour parvenir à une paix et une stabilité durables et dans la lutte contre le terrorisme, regrettons profondément la déclaration des autorités maliennes de transition, en date du 24 janvier, alléguant que le déploiement du contingent danois dans la Task Force Takuba est intervenu sans base légale et sans le consentement du gouvernement malien, et exigeant dès lors son retrait du ter-

ritoire de la République du Mali.

La contribution du Danemark à la lutte contre le terrorisme au Mali est déterminante et indispensable dans la région. Nous rappelons que tous les partenaires de la Task Force Takuba conduisent leur action conformément au cadre juridique solide qui a été agréé avec le gouvernement souverain du Mali, comprenant notamment une invitation formelle adressée par les autorités maliennes aux partenaires internationaux. Ils agissent en stricte conformité avec le droit international et national, dans le cadre du soutien qu'ils apportent aux forces armées maliennes et de leur engagement de longue date dans la lutte contre les groupes armés terroristes. Nous rappelons que les autorités maliennes ont envoyé une lettre d'invitation formelle au gouvernement du Danemark le 27 novembre 2019.

La notification d'acceptation a ensuite été transmise par l'ambassade du Danemark à Bamako le 29 juin 2021 et signée le jour-même par le Protocole du Ministère malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. La présence de militaires danois sur le sol malien est donc légale, repose sur une invitation de la part des autorités de la République du Mali et respecte la procédure juridique agréée par les services juridiques des ministères maliens des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et de la Défense et des Anciens combattants. Nous appelons les autorités maliennes, en ce moment critique pour le Mali, où la solidarité s'impose plus que jamais, à respecter les bases solides sur lesquelles se fonde notre coopération diplomatique et opérationnelle, et à remédier rapidement à cette situation ».

En plus, ils s'insurgent en donneurs d'ordre au peuple souverain du Mali, à croire qu'ils se trompent vraiment d'époque et d'acteurs, comme le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga ne cesse de le leur rappeler ! Reste à



savoir maintenant ce qu'ils vont faire, le Danemark ayant finalement décidé de suivre les sages conseils des autorités maliennes en consentant finalement à rapatrier ses troupes déployées au Mali comme annoncé par le chef de la diplomatie danoise ce jeudi 27 janvier. Si le Danemark avait d'abord rétorqué être présent dans notre pays à la suite d'une « **invitation claire** » du régime malien et vouloir « **clarifier** » la demande malienne, le gouvernement de Transition avait réitéré « **avec insistance** » sa demande dans la nuit de mercredi à jeudi.

Reste à présent le calendrier du retrait, la ministre danoise de la Défense ayant indiqué à la presse que le rapatriement des soldats allait « prendre un peu de temps ». La preuve que la France et les pays européens qu'elle manipule se trompent d'époque et d'acteurs, le diplomate danois pense que son pays a à faire à des généraux : « **Les généraux au pouvoir ont envoyé un message clair où ils ont réaffirmé que le Danemark n'était pas le bienvenu au Mali. Nous ne l'acceptons pas et pour cette raison nous avons décidé de rapatrier nos soldats... Nous sommes là à l'invitation du Mali. Les généraux putschistes – dans un jeu politique sale – ont retiré cette invitation (...) parce qu'ils ne veulent pas d'un plan rapide de retour à la démocratie** », s'est-il insurgé.

Des insultes, nous l'avons maintes fois réaffirmé, ne distraient plus les autorités de la Transition au Mali !

■ Yama DIALLO

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



Présentation des vœux du CNID-FYT à la presse :

“La Transition ne sera pas seulement électorale, elle sera aussi refondatrice” dixit Me Tall

Le Président du parti Congrès National d’Initiative Démocratique CNID-Faso Yiriwa Ton, Me Mountaga Tall, a présenté à la presse, pour la 23ème fois consécutive, ses vœux à la presse, le mercredi 26 janvier 2022, au CNPM. C’était en présence des faitières de la presse malienne, dont le président de la Maison de la Presse, Bandjougou Danté. L’occasion a été bonne pour le Président du CNID-FYT de toucher les grandes lignes de l’actualité politique malienne.

Prenant la parole pour la circonstance, Bandiougou Danté, a tout d’abord salué le mémoire de nos illustres confrères qui nous ont quittés courant l’année écoulée. Dans ses propos, il a évoqué également la nécessité de l’aide à la presse pour la sauver. “Nos autorités travaillent à minéraliser la presse malienne”, a-t-il laissé entendre. Dans son intervention, Me Tall s’est dit conscient du rôle irremplaçable des journalistes en tant que lanceurs d’alerte et sentinelles vigilantes pour la bonne gouvernance, la consolidation de l’Etat de droit et le respect des Droits humains.

“ Je n’ai cessé, depuis plus de deux décennies, au nom du Congrès National d’initiative Démocratique, à m’investir pour une bonne formation initiale et continue des journalistes et pour des entreprises de presse viables, afin de soustraire les journalistes de la précarité. Je le redis, l’aide publique à la presse, revue à la hausse et mieux encadrée, pourrait à cet égard être un début de solution”, a déclaré le Président du CNID-FYT).

A ses dires, “les pouvoirs publics doivent protection aux journalistes dans l’exercice de leur métier qui n’est pas exempt de risque, ainsi que le fait ressortir, année après année, le classement de la liberté de la presse de “ Reporters Sans Frontières”.

Par rapport aux sanctions de la CEDEAO, Me Tall demande ici et maintenant la levée de

toutes les sanctions de la CEDEAO et de l’UE-MOA dont l’effet premier serait d’appauvrir davantage des populations dont certaines chercheraient le salut auprès de marchands d’illusions terroristes qui infestent le Sahel et migrent vers d’autres pays de la sous-région. Mais malgré tout, indique-t-il, “il nous faudrait nous élever au-dessus de notre colère légitime pour revenir le plus rapidement possible à la normalité et à la fraternité dans notre case commune. C’est cela notre force”.

S’agissant des Assises Nationales de la Refondation, il dira que “les ANR, un formidable défi relevé avec brio, malgré certaines insuffisances inhérentes à toute œuvre humaine, ont donné un début de réponse à des questions

essentielles, mais ont surtout indiqué les voies à explorer pour relever notre Mali. Nous devons courageusement, mais aussi intelligemment appliquer les recommandations qui en sont issues. Ce vaste chantier ne s’achèvera ni pendant une transition ni pendant un seul mandat”.

Par ailleurs, le Président du CNID a fait savoir que la Transition doit en poser les jalons essentiels dans les délais qui seront convenus avec nos partenaires. “C’est dire que la Transition ne sera pas seulement électorale, elle sera aussi refondatrice”.

Quant à la gestion de la Transition, Me Tall a été on ne peut plus clair, “le CNID-FYT, vous le savez, est à la fois membre du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et du Mouvement du 5 Juin Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) au sein desquels nous avons situé l’essentiel de nos activités militantes et politiques et dont nous sommes acteurs de premier plan et comptables du bilan. Nous continuerons, avec loyauté, franchise, discrétion et efficacité à jouer toute notre partition au sein de ces regroupements. Pour le Mali ! Mais dans le même temps, nous continuons nos activités partisans propres en termes d’implantation, d’élargissement de notre base, de formation de nos militants et compatriotes et de préparation des futures élections”.

“Sur ces chantiers, nous avançons à souhait. Car quoi qu’on puisse en dire, les partis seuls ne feront pas le Mali et le Mali ne se fera pas sans les partis politiques”, a-t-il conclu.

Bréhima DIALLO

Source : 22 Septembre



Le Président de la Commission de l'Union Africaine sur la sortie de crise au Mali : « Je suis optimiste... »

En visite au à Bamako où il a échangé avec les autorités de la Transition le 25 janvier 2022, le Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, a exprimé son optimisme pour la fin « de la brouille passagère » entre le Mali et la CEDEAO. Tout en rappelant l'importante place du Mali au sein de la CEDEAO et de l'Union Africaine, le diplomate tchadien a plaidé pour le dialogue, l'écoute mutuelle entre frères africains pour un dénouement heureux de la crise.

Le Mali est un pays qui tient à l'unité africaine comme les prunelles des yeux. C'est ce qu'a rappelé le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga lors de sa rencontre avec le Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat en visite à Bamako. « Pour les Maliens, l'unité africaine fait partie de notre ADN. Nous répétons à l'en- vie que dans toutes les constitutions de la Ré-

publique du Mali depuis l'indépendance, quels que soient les régimes qui se sont succédé à la tête de l'État, il est inscrit que le Mali est prêt à céder tout ou partie de sa souveraineté pour construire l'unité africaine. Donc si l'Union Africaine est dans nos murs aujourd'hui pour chercher une solution à la crise malienne, elle est dans son rôle. J'allais dire qu'elle accom- plie son devoir », a déclaré le chef du gou-

vernement malien. Selon lui, les Maliens, toutes catégories sociales confondues, ont été très heureux quand ils ont appris l'arrivée de la délégation de l'Union Africaine. Même si le Mali est victime de sanctions économiques et financières jugées « illégales, illégitimes et inhumaines », le Premier ministre garde espoir pour un dénouement heureux. « Et aujourd'hui, je dois vous dire que notre peuple compte sur l'Union Africaine pour sortir de cette crise. Nous sommes convaincus qu'avec vous, avec nos frères de la CEDEAO avec lesquels nous sommes dans une brouille passagère comme dans une famille, nous trouverons la voie de l'entente pour que le Mali réoccupe la place qu'il n'aurait jamais dû quitter au sein de la communauté ouest-africaine, africaine et au sein de la communauté internationale, parce que les circonstances de l'histoire nous ont imposé », a laissé entendre Dr Choguel Kokalla Maïga.

L'Union Africaine n'est pas un « père fouettard »

Dans son allocution, le chef du gouvernement a loué les qualités du Président de la Com-





mission de l'Union Africaine et de l'organisation régionale. « M. le président, je sais que vous êtes venus écouter. Vous n'êtes pas venus, tel que je vous connais, en donner de leçon ou un père fouettard ; vous êtes venus nous écouter ; vous êtes venus chercher à comprendre la spécificité de la transition malienne. Comme on dit : un problème bien posé est à moitié résolu ; une maladie bien diagnostiquée est à moitié soignée », a déclaré Dr Choguel Kokalla Maïga, qui a indiqué que pour « comprendre ce qui se passe au Mali et pour avoir une juste appréciation des propositions de chronogramme faites par le gouvernement de Transition, il est important de remonter à l'origine de la crise ».

« Nous ne sommes pas venus en donneur de leçon... »

A en croire son président, Moussa Faki Mahamat, la Commission de l'Union Africaine est venue en visite au Mali pour comprendre la particularité de la crise malienne. « Depuis bientôt dix ans, le Mali connaît une crise sécuritaire, fait face à la menace terroriste. Nous le savons. Le Mali, depuis quelques temps, a connu une rupture constitutionnelle. L'objectif

de ma mission, c'est de venir vous écouter, de m'informer, de comprendre et de voir avec vous les voies et moyens d'apporter de soutien. Le peuple malien est en droit d'attendre de son organisation, l'Union Africaine », a déclaré Moussa Faki Mahamat. Selon lui, l'objectif de la CEDEAO, de l'Union Africaine est d'aider le Mali à un retour à l'ordre constitutionnel. « Je comprends parfaitement les défis multiformes auxquels a fait face et fait face le Mali qui n'est pas le seul dans le continent africain à faire face à des problèmes de sécurité, de corruption, des problèmes politiques et institutionnelles. Mais peut-être que les problèmes ici, nul ne sait mieux que vous là où le bât blesse », a laissé entendre le Président de l'Union Africaine.

Pour cet ancien ministre des Affaires Étrangères du Tchad, l'Union Africaine n'est pas venue au Mali en « père fouettard » mais pour comprendre la situation. « Nous ne sommes pas venus ici pour donner de leçon, moins encore des injonctions. Nous sommes venus comprendre », affirme Moussa Faki Mahamat, qui a réitéré la disponibilité de l'Union Africaine à accompagner le Mali de concert avec la CEDEAO et avec le peuple malien. Selon le Président de la Commission de l'Union

Africaine, les autorités maliennes aussi bien que les premiers responsables de la CEDEAO sont dans de bonnes dispositions pour discuter, pour trouver une issue à ce problème. Parlant du chronogramme de fin de transition proposé par les autorités de la Transition et rejeté par la CEDEAO aussi bien que d'autres organisations, dont l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, estime qu'il y a une nécessité de s'asseoir, une nécessité d'échanger. Il a également profité de cette rencontre avec le chef du gouvernement pour plaider l'unité des Africains. « Aujourd'hui, l'Afrique ne doit compter qu'une et parlant d'une seule voix », dit-il. Aussi, a-t-il exprimé son optimisme quant à la sortie de crise au Mali. « Je suis optimiste », a laissé entendre Moussa Faki Mahamat, qui dit avoir constaté que tout le monde cherche une issue heureuse à cette « brouille passagère » avec la CEDEAO. « Ce qui nous attend est encore plus rude. Nous sommes au service du Mali et nous sommes ensemble », a promis le Président de la Commission de l'Union Africaine.

Boureïma Guindo
Source : LE PAYS

« Armées ouest-africaines et terrorisme » : Le livre de Damiba, nouvel homme fort de Ouaga

Paru en 2021 aux éditions Les 3 colonnes, *Armées ouest-africaines et terrorisme : réponses incertaines ?* de Paul-Henri Sandaogo Damiba, nouvel homme fort de Ouaga, expose le contraste entre l'engagement militaire croissant des Armées de la région et l'expansion continue du courant terroriste.

« L'écart que nous observons entre l'engagement croissant des forces de défense en Afrique occidentale et la dégénérescence continue de la plaie terroriste dans la région [ouest-africaine], nous permet de dire que la bataille contre le terrorisme sera de longue haleine en dépit des quelques succès tactiques obtenus contre la mouvance par-ci ou par-là », a écrit le nouvel homme du Burkina Faso dans son livre *Armées ouest-africaines et terrorisme : réponses incertaines ?* Composé de 160 pages, construit autour de trois parties comprenant chacune trois chapitres, cet ouvrage analyse la recrudescence de la menace terroriste en Afrique de l'Ouest et les réponses qui y ont toujours été apportées. « [...] Les réponses des armées pour endiguer le terrorisme, n'ont pas seulement des résultats mitigés mais elles semblent globalement déphasées, inadaptées et incertaines », fustige Damiba.

REGARD PLUTÔT RÉALISTE

Cette situation a conduit l'auteur à avoir un regard plutôt réaliste sur cette crise dans les pays ouest-africains. « De toute évidence, les tendances actuelles nous interdisent de croire à une éradication totale ou à un anéantissement du phénomène dans l'horizon de la prochaine décennie [...] », pense Paul-Henri Sandaogo Damiba dans les lignes de son livre. Cet essai est une analyse assez complète de l'hydre terroriste dans la région ouest-africaine. L'auteur ne se limite pas à des constats plats, mais tente de creuser le fond du sujet. Il explique ces violences terroristes et extrémistes comme émanant en partie de la « faiblesse des États à contrôler leur territoire ». Ce qui constitue une des caractéristiques spé-

cifiques du terrorisme qui sévit en Afrique de l'Ouest et dont l'auteur invite à tenir compte. Parmi les autres caractéristiques de cette menace, il cite les crises politiques, le faible niveau de développement, la nécessité de survie des groupes minoritaires, les trafics criminels de stupéfiants et d'armement, la pauvreté, etc.

CHANGEMENT DE PARADIGME

À travers cet ouvrage, le nouvel homme fort du pays des « hommes intègres » entend « contribuer à faire évoluer les stratégies opé-

ratives militaires mises en avant et dont les résultats sont très peu lisibles ».

L'homme fort de Ouaga prône ainsi un changement de paradigme, basé sur la connaissance des groupes terroristes et des structures intrinsèques des armées ouest-africaines.

Pour ce faire, son essai formule des conditions de succès contre ce fléau et livre quelques recommandations pour mieux impulser la dynamique opérationnelle militaire.

Rédaction Sahel Tribune

Paul-Henri Sandaogo Damiba est un officier supérieur d'infanterie dans les Forces armées burkinabè. Il est diplômé de l'école militaire de Paris, titulaire d'un master 2 en sciences criminelles du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris et d'une certification d'expert de la défense en management, commandement et stratégie. Il est à la tête du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), qui a renversé Roch Marc Christian Kaboré le lundi 24 janvier 2022.

Source : Sahel Tribune



Burkina Faso : Adresse à la nation du lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba



**Concitoyennes, concitoyens de l'intérieur et de la diaspora ;
Amis du Burkina Faso ;**

Rarement dans son histoire, notre pays a été autant confronté à l'adversité. Voilà maintenant plus de six ans que notre peuple vit sous le joug d'un ennemi qui a réussi, par ses méthodes cyniques, lâches et perfides, à faire douter notre peuple au point d'ébranler les valeurs qui ont fait son histoire et sa renommée. Je voudrais me recueillir sur la mémoire des hommes et des femmes, civils comme militaires, dont le sang a mouillé le sol de notre Patrie dans cette lutte que nous menons de façon acharnée.

J'ai également une pensée pour tous les blessés qui luttent encore aujourd'hui pour retrouver la plénitude de leurs aptitudes. Aux familles de ces victimes, j'adresse toute ma compassion et tout mon soutien.

Au nom de leur sacrifice, j'affirme mon engagement et celui de tout le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR), à toujours faire obstacle à toute velléité de détournement du processus de refondation de notre Nation, appelée par le peuple de tous ses vœux depuis bientôt une décennie. Aux combattants au front, et à tous ceux qui veillent quotidiennement sur la sécurité et l'intégrité du Faso, je vous adresse mes encouragements et ma sympathie.

A vous tous, agents du public, travailleurs du privé et partenaires du Burkina Faso, je salue vos efforts pour le développement de notre pays et vous adresse mes vifs encouragements.

Chers compatriotes,

L'avènement du MPSR a été imposé par le cours des événements dans notre pays, fragilisé par tant d'événements et assailli de toutes parts par des groupes armés radicaux. La gravité de l'heure a imposé à notre armée une attitude que lui impose son devoir. Ainsi, les différentes composantes de notre armée nationale, dans une démarche consensuelle ont

décidé d'indiquer la voie pour la restauration de l'intégrité de notre Burkina Faso et la sauvegarde des acquis de notre peuple chèrement acquis. J'ai pris conscience avec toutes les franges de notre armée, de l'ampleur des responsabilités qui sont miennes et de la profondeur des exigences de notre peuple, qui ne demande qu'à vivre et s'épanouir dans la quiétude.

Peuple du Burkina Faso,

Notre ambition n'est autre que de fédérer l'ensemble des énergies de notre pays, pour jeter les bases d'un Burkina Faso nouveau, débarrassé des oripeaux d'une gestion politique aux antipodes des nouvelles aspirations de notre peuple. Notre agenda est unique et il est clair : la sauvegarde de notre peuple et la refondation de notre Nation. Les indicateurs de mesure de la réalisation de cet agenda demeureront le niveau de restauration de l'intégrité du territoire et la qualité des actions entreprises pour la refondation de notre nation.

Je vous donne la ferme assurance que notre engagement n'a aucunement pour but de rétablir un ordre quelconque, mais s'inspire de l'ensemble des exigences légitimes du peuple Burkinabè.

Chers compatriotes,

Nous tenons là, une grande opportunité pour réconcilier notre peuple avec lui-même et déclencher sa marche triomphale vers l'horizon du bonheur. C'est pourquoi je m'engage à convoquer les forces vives de la Nation pour convenir d'une feuille de route qui aura pour but de projeter et réaliser le redressement, voulu par tous les Burkinabè : un redressement dans lequel, le cultivateur qui n'a rien récolté la saison dernière, ou celui qui a assisté au vol de son bétail, ou encore les femmes chefs de ménage qui peinent à nourrir au quotidien leurs enfants seront pris en compte. Je serai à l'écoute de toutes les femmes et de tous les hommes, de tous les patriotes qui s'engageront honnêtement et de façon sincère et désintéressée à l'édification d'un Burkina Faso prospère et paisible. En prélude à cela, j'ai entamé des concertations avec certaines composantes de la Nation y compris avec les personnalités du régime sortant afin

de dégager les grandes lignes qui nous conduiront, à terme, vers des décisions consensuelles et inclusives pour la refondation et la restauration d'une paix durable.

D'ores et déjà, je mets en garde tous ceux qui ne seront guidés que par leurs intérêts égoïstes, que je serai intraitable face aux actes de trahison des aspirations de notre peuple. Les fondements de notre Nation seront sauvegardés et les dossiers engagés sur le plan judiciaire seront souverainement conduits par les autorités ayant reçu compétence à cet effet.

Lorsque les conditions seront réunies selon les échéances que notre peuple aura souverainement définies, je m'engage à un retour à une vie constitutionnelle normale.

Concitoyennes, Concitoyens, Burkinabè de la diaspora,

Si les priorités sont nombreuses, il est clair que la priorité principale demeure la sécurité. Il nous faut en effet, réduire significativement les zones sous influence terroriste et les impacts de l'extrémisme violent en redonnant aux Forces de défense et de Sécurité ainsi qu'aux Volontaires pour la Défense de la Patrie, la volonté de combattre et d'aller encore plus à l'offensive avec des moyens adéquats. Ceci est un préalable indispensable au retour progressif de l'administration publique et à la réinstallation des Personnes Déplacées Internes dans leurs villages d'origine.

Au-delà des indispensables moyens logistiques, il nous faudra faire appel aux valeurs qui ont fait de notre peuple ce qu'il est. Aucun char, aucun avion de chasse, aucune arme ne vaut l'amour pour la Patrie. Ma conviction est faite que c'est cet amour qui fera la décision et qui nous fera gagner cette guerre. J'appelle toutes les composantes des Forces de Défense et de Sécurité et les Volontaires pour la Défense de la Patrie à se mettre en ordre de marche pour la reconquête de notre territoire. Dans l'union et la cohésion, et avec le soutien de tout le peuple Burkinabè, j'ai foi que nous relèverons ce défi.

Amis du Burkina Faso,

En ces moments particulièrement difficiles pour notre pays, le Burkina Faso a plus que ja-

mais besoin de ses partenaires. C'est pourquoi j'appelle la communauté internationale à accompagner notre pays afin qu'il puisse sortir le plus rapidement possible de cette crise pour reprendre sa marche vers le développement. Je sais comprendre les doutes légitimes suscités par cette rupture dans la marche normale de l'État, mais je voudrais rassurer l'ensemble des amis du Burkina Faso que le pays continuera de respecter ses engagements internationaux, notamment en ce qui concerne le respect des Droits de l'Homme. De même, le fonctionnement de la justice sera assuré dans le strict respect de son indépendance.

Peuple du Burkina Faso

La tâche qui nous attend est immense. Heureusement, elle n'est pas seulement mienne, elle est surtout nôtre. Elle nécessitera de nous de gros efforts individuels et collectifs et certainement des sacrifices. Elle exigera que chacun d'entre nous mette de côté ses intérêts personnels pour laisser place à l'intérêt de tous. Elle impliquera immanquablement une amélioration de la gouvernance sur tous les plans.

Elle demandera de chaque Burkinabè courage, désintéressement et détermination.

Courage pour faire face aux épreuves liées à ce type d'épopée.

Désintéressement pour faire du service pour la Patrie un sacerdoce.

Et détermination pour poursuivre le chemin malgré les difficultés.

Le moment que nous vivons est une opportunité pour notre peuple de se remettre debout et de regarder l'avenir droit dans les yeux. Nous devons la saisir quoi qu'il advienne parce que c'est le devenir de notre Patrie qui en dépend. C'est le défi historique de notre époque et nous n'avons pas le droit de faillir.

Chers compatriotes,

Main dans la main ; recouvrons la force, la détermination qui découlent de la fierté de chanter notre hymne national, l'hymne de la victoire dans une intégrité et une dignité retrouvées. Vive le Burkina Faso

Que Dieu bénisse notre Nation La Patrie ou la mort, nous vaincrons

Coup d'État au Burkina Faso : Qui sont les autres dirigeants aux mains de la junte ?

À Ouagadougou, les réunions, concertations, discussions s'enchaînent depuis le coup d'État. Partis, organisations de la société civile prennent position par rapport à la transition qui débute. Il a été confirmé que l'ex-président Kaboré était en résidence surveillée dans une villa de la capitale, en bonne santé et bien traité, selon lui. En revanche, les informations sont plus parcellaires concernant les autres dirigeants arrêtés.

On ne sait pas avec précision combien de ministres ont été placés aux arrêts ni à quels endroits ils se trouvent. On sait que le chef du gouvernement, Lassina Zerbo, est aujourd'hui en résidence surveillée, à son domicile. Pour rappel, il venait de s'installer à la primature il y a moins de deux mois, après de longues années à servir comme fonctionnaire international aux Nations unies. Le ministre de la Défense, le général Barthélémy Simporé, est, lui, aux arrêts. Il occupait le poste depuis le mois d'octobre dernier et

c'est lui qui avait assuré, dimanche après-midi, que la situation était sous contrôle. Il était chargé des tractations avec les mutins, des discussions qui ont échoué.

Troisième personnalité d'envergure : Alassane Bala Sakandé est aussi détenu. Président de l'Assemblée nationale depuis 2017, il avait pris la tête du MPP, le parti présidentiel, en septembre 2021. Son nom circulait comme candidat à la succession de Roch Marc Christian Kaboré en 2025.

Le général Diendéré toujours en prison

Quant aux personnalités qui étaient déjà en prison avant le coup d'État, les informations manquent concernant notamment le général Gilbert Diendéré. Pour ce qui est de l'ancien chef du Régiment de sécurité présidentiel (RSP) et bras droit de Blaise Compaoré, la rumeur selon laquelle il a été libéré lundi a été démentie. Selon l'un de ses avocats, il se trouve toujours à la Maca, la prison militaire. Si le nouveau dirigeant du pays, le lieutenant-colonel Damiba, a bien été membre du RSP au tournant des années 2010, il avait quitté le régiment et n'avait pas pris part à la tentative de putsch de 2015 contre la transition. Pour ce qui est du lieutenant-colonel Emmanuel Zoungrana et des huit autres militaires arrêtés le 10 janvier et accusés d'avoir fomenté un coup d'État, là aussi, aucune évolution pour le moment. Sa proximité supposée avec le nouvel homme fort du pays, auprès duquel il a fait sa formation militaire, n'a pour l'heure pas influé sur son statut de prisonnier.

Source : RFI





Burkina Faso : Le chef de la diplomatie européenne demande le retour à l'ordre constitutionnel

Pas de session plénière finalement, mercredi 26 janvier, à Bruxelles entre les ministres des Affaires étrangères des pays du G5 Sahel et l'Union européenne en raison du coup d'État au Burkina Faso. Mais les ministres présents se sont entretenus avec le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. Et les conversations ont, bien sûr, tourné autour du Mali, du Burkina et de Wagner.

Da septième réunion entre les ministres des Affaires étrangères des pays du G5 Sahel et l'Union européenne devait se tenir mercredi 26 janvier à Bruxelles. Mais en raison de la situation au Burkina Faso, la présidence du G5, actuellement exercée par le Tchad, a consulté ses partenaires et renoncé à tenir une session plénière. En revanche, chacun des quatre ministres présents, Abdoulaye Diop pour le Mali, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed

pour la Mauritanie, Hassoumi Massoudou pour le Niger et Chérif Mahamat Zene pour le Tchad, s'est entretenu individuellement avec le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. Des rencontres avec ses homologues du Sahel qui ont été pour le chef de la diplomatie européenne l'occasion de condamner l'arrestation du président burkinabè et de demander au nom de l'UE sa libération et le retour de l'ordre constitutionnel au Burkina Faso. Les Euro-

péens veulent continuer la coopération avec le Niger et la Mauritanie et soutiennent la transition tchadienne ainsi que l'ensemble de la région.

La question du Mali

« L'Union européenne maintient son engagement au Sahel, a-t-il insisté. Elle en est un partenaire fiable et de longue durée. Les populations ont des besoins urgents en termes de sécurité, d'aide humanitaire et de perspectives sociales et économiques. Les impatiences grandissent et tôt ou tard ces fragilités nourrissent les mouvements terroristes que nous combattons tous et qui sont une menace pour tous. »

La relation avec le Mali est plus compliquée et l'UE a rappelé être prête à des sanctions individuelles contre ceux qui entravent la transition : elle demande rapidement un « calendrier électoral crédible ». Surtout, l'Union européenne avertit que la présence des mercenaires russes de Wagner est incompatible avec son engagement au Mali.

Source : RFI

CAN 2022 : La Guinée Equatoriale piège le Mali et s'invite en quarts

La Guinée équatoriale a réussi à piéger le Mali en s'imposant aux tirs au but (6-5) au terme d'un match qui s'est conclu sur un bien triste 0-0. Le Nzalang Nacional valide son ticket pour les quarts de finale où il retrouvera le Sénégal le 30 janvier.

Après un match de haute facture entre la Côte d'Ivoire et l'Égypte qui s'est conclu par une victoire des Pharaons aux tirs au but ce mercredi, on espérait assister à une rencontre au moins aussi emballante entre le Mali et la Guinée équatoriale au stade de Limbé. Force est de constater que ces espoirs auront rapidement été douchés. Les deux équipes se disputaient pourtant le dernier ticket disponible pour les quarts de finale de cette CAN. C'est finalement la Guinée équatoriale qui a arraché la qualification et affrontera le Sénégal au stade Ahmadou-Ahidjo de Yaoundé le 30 janvier prochain, au terme d'un match qu'elle a subi presque du début à la fin et où le Mali n'a jamais réussi à concrétiser sa domination.

Penalty annulé par la Var

Dans une première période où aucune des deux équipes ne s'est réellement montrée dangereuse, tant par leur maladresse devant le but que par leurs approximations techniques,

les Aigles du Mali ont toutefois laissé entrevoir leur supériorité face à des Équato-guinéens pas avares d'efforts mais trop limités dans le jeu pour vraiment inquiéter la défense malienne.

Cette domination stérile des hommes de Mohamed Magassouba a toutefois bien failli se traduire par une ouverture du score quand Moussa Doumbia s'est écroulé dans la surface équato-guinéenne et que l'arbitre a désigné plutôt logiquement le point de penalty (33e). La joie des Maliens sera finalement de courte durée puisqu'après visionnage de la Var, le Gambien Bakary Papa Gassama a décidé de revenir sur sa décision.

Au retour des vestiaires, les Aigles sont revenus sur le terrain avec des intentions un peu plus franches mais la réussite a continué à leur filer entre les doigts. Particulièrement agressifs sur le porteur du ballon, les Équato-guinéens ont souvent bénéficié de la clémence de l'arbitre malgré des interventions parfois très limites. De son côté, Iban Edu, le teigneux attaquant équato-guinéen, a eu beau se dé-

mener sur le front de l'attaque, les hommes de Juan Micha Obiang Bicogo n'ont jamais été en mesure de s'offrir une occasion de but digne de ce nom.

Le piège se referme sur le Mali

Après une énorme occasion malienne pour Mohamed Camara qui a envoyé le ballon largement au-dessus du but vide de Jesus Owono (57e), les 15 dernières minutes du temps réglementaire se sont résumées à un attaque défense en faveur des Aigles. Bissouma, Djenepe, Haidara ou encore Koné ont beaucoup donné mais le verrou du Nzalang Nacional va tenir tout le long du match et jusqu'à la fin d'une prolongation insipide, où les deux équipes, à bout de forces, ont été incapables de faire la différence.

C'est donc aux tirs au but que le piège s'est finalement refermé sur le Mali. Emilio Nsue avait pourtant grandement facilité la tâche aux Maliens en loupant le premier tir au but équato-guinéen, mais ils n'ont pas su en tirer profit. Masadio Haidara et le capitaine Hamari Traoré ont loupé leur tentative avant qu'Ibrahim Mounkoro ne remette les deux équipes à égalité en stoppant le tir de Pablo Ganet. C'est finalement, la Guinée équatoriale qui reprendra l'avantage, grâce à un arrêt de Jesus Owono face à Falaye Sacko. La Guinée équatoriale réalise le coup parfait au terme d'un match à oublier pour les Aigles du Mali.

Source : RFI





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez des difficultés d'organisation, mais, pour autant, vous ne perdrez pas votre aplomb. Vous défendrez vos ambitions et comme vous saurez que l'on n'a rien sans rien, vous vous démènerez pour atteindre vos objectifs en trouvant des solutions.

Il vous faudra revoir un engagement financier avec Uranus en place dans votre secteur financier. Vous devrez prendre un certain nombre de mesures pour assainir vos comptes et revoir votre budget en profondeur avant d'envisager d'autres dépenses.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Un rapport de force existe avec un collègue. Vous rentrez dans le vif du sujet avec un manque de tact. Essayez de réfléchir avant de parler. Si vous travaillez en équipe, attention aux éclats de voix avec un supérieur ! Il pourrait vous critiquer.

Il faut garder de la trésorerie. Les finances partent aussitôt qu'elles entrent. Pourtant vous voyez l'argent comme un moyen pour avancer. Il y a des concessions inévitables. Les astres en Capricorne vous rendent très réfléchi avec de futurs achats !



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La bonne influence que la Lune exercera aujourd'hui dans votre signe vous permettra de modifier ou de changer votre regard sur votre métier. Plus proche de vos collègues, vous serez également plus en phase avec les tâches qui vous seront assignées...

Vous chercherez à fuir le froid, la neige et la grisaille de l'hiver ! Disposant d'un pécule financier plutôt confortable, vous vous mettez en quête d'une agence de voyages qui puisse vous proposer à la fois une destination exotique et ensoleillée !



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ressentez de la fatigue, qu'elle soit intellectuelle ou physique, vous avez besoin de faire une vraie pause. Tentez le tout pour le tout, demandez quelques jours de repos à votre patron. S'il refuse, faites du forçage, ça peut marcher ! Si vous comptez sur des proches (amis, famille) pour que l'on vous prête de l'argent, vous allez au-devant d'une grosse déception. En effet, votre entourage est aussi un peu ric-rac actuellement, du coup vous avez droit à un refus.



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Acceptez l'idée qu'il y aura du chamboulement dans votre vie professionnelle, car vous pourrez en tirer parti. N'essayez pas de plier la réalité à votre volonté, cherchez plutôt comment la contourner afin de mettre le plus de chances de votre côté.

L'affront que vous estimerez subir sera en lien avec des questions financières difficiles à régler. Si vous espérez obtenir un prêt ou quelconque avantage, attendez-vous à devoir frapper à plusieurs portes avant que l'une d'elles ne s'ouvre.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous travaillez d'arrache-pied et il faut alors compter sur l'appui des autres ! Sauf qu'ils ne l'entendent pas de cette oreille ! L'organisation de votre service est en train de changer ! Vous en profitez pour évoluer ! Il s'agit d'une chance inattendue !

Attention aux coups de coeur. Ils peuvent causer des frais totalement imprévus. Ces achats peuvent faire un trou dans le budget. Préparez-vous à revoir votre capacité d'achat. La prudence est encore conseillée. Elle vous aide à garder une trésorerie.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez envie de tout, sauf de bosser. C'est pourquoi la machine à café sera réellement votre meilleure amie... Vous serez incapable d'être sérieux au travail. Vous allez survoler vos différentes tâches. Vous vous moquerez de tout aujourd'hui...

Le Soleil vous rendra pingre et égoïste. Ce n'est pas aujourd'hui que vous allez faire un don aux associations humanitaires ou donner une petite pièce à un SDF... Vous n'aurez même pas envie d'aider financièrement vos proches dans le besoin !



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Tout au long de la journée, la bonne ambiance règne au travail, vous ne voyez pas les heures passer. Lorsque tout se passe bien, c'est bien appréciable. Vous profitez de votre pause-déjeuner pour apprendre à mieux connaître certains collègues.

Si vous avez demandé une augmentation à votre patron, vous devriez la voir arriver sur votre compte. Il se peut que vous receviez un peu plus que la somme souhaitée, apparemment le talent paye ! Vous courez vite remercier votre hiérarchie.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre capacité de travail sera puissante et vous aimerez vous lancer des défis. Mais vous risquerez de rencontrer une certaine incompréhension autour de vous. Vous passerez du temps à vous expliquer, ce qui vous en fera perdre. Ne vous dispersez pas.

Vous tendrez à dépenser ou à vous engager financièrement au-delà de vos possibilités. Sachant qu'une somme d'argent devrait arriver, vous ne penserez pas qu'il y aura du retard dans ce versement. Vous serez certainement obligé ensuite de vous restreindre.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous devez faire attention à votre activité professionnelle. Elle réclame un investissement important. Vous donnez le meilleur et pourtant la jalousie ne tarde pas. Il est possible que vous ayez une ambition personnelle. Un projet prend doucement racine !

Il règne un climat de dépenses. Vous avez envie de faire plaisir à vos proches. Privilégiez les cadeaux vers les proches que vous aimez. Ne dispersez pas votre argent à tout va ! Un excès de générosité pourrait se retourner contre vous ! Gare au découvert !



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillerez utilement à stabiliser votre situation professionnelle. Vous ne vous laisserez pas rebuter par les obstacles ou par un collègue jaloux. Votre astuce liée à votre intuition vous guidera pour garder le cap et triompher au bout du compte.

Durant le transit du Soleil, vous prendrez soin de vos intérêts financiers, ainsi que ceux de votre partenaire de coeur. Vous pourriez l'aider et le conseiller au sujet de la prime d'activité, du Pôle Emploi, etc. Votre aide n'aura pas de prix !



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Professionnellement, si un projet vous tient à coeur, vous avez la possibilité de le concrétiser. Une belle occasion d'évolution entraîne de grands changements. Cher natif, grâce à votre travail, votre vie est sur le point de se transformer.

Pluton vous aide à finaliser une demande de prêt ou bien une autre affaire financière à régler. Vous faites rentrer de l'argent sur votre compte, vous en profitez pour faire des placements juteux. Aujourd'hui, financièrement, tout vous sourit.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23